

**AHMED ATTAFF A AFFIRMÉ, HIER À ALGER,  
QUE LE SAHARA OCCIDENTAL DEMEURE UN  
TERRITOIRE NON AUTONOME SELON L'ONU**

## « La décision française n'y changera rien »

- L'Algérie condamne l'assassinat d'Ismaïl Haniyeh
- « Disposés à participer aux efforts pour la paix au Sahel »

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

FORUM DU  
COURRIER  
D'ALGÉRIE

**ALI SAÏDI-SIEF PARLE, EN VICE-CHAMPION  
OLYMPIQUE, DE LA PARTICIPATION ALGÉRIENNE  
AUX JO 2024**

## « Laissons nos athlètes tranquilles ! »

Ali Saïdi-Sief, athlète algérien de haut niveau, a été invité hier, au Forum du Courrier d'Algérie. Celui qui a porté haut les couleurs nationales veut faire bénéficier l'élite nationale de son riche palmarès.

LIRE EN PAGE 2



Ph : Mourad Sid

**PRÉSIDENTIELLES 2024**

**LA COUR  
CONSTITUTIONNELLE  
PUBLIE LA LISTE  
FINALE**



**Tebboune,  
Aouchiche et  
Hassani-Cherif  
officiellement  
candidats**

P 5

LES COURSES EN DIRECT

**HIPPODROME ÉMIR  
ABDELKADER - ZEMMOURI,  
CET APRÈS-MIDI À 16H30**

**Douze trotteurs  
aux fortunes  
diverses**

P 21

## Criminaliser la colonisation à l'ONU

**L'**Algérie contre-attaque ! La France, à travers ses 132 années d'occupation de l'Algérie n'a pas seulement fait preuve de lâcheté devant un fait colonial que l'histoire lui impose de reconnaître. Elle donne la preuve par neuf que son engagement pris pour la reconnaissance de ses massacres des populations algériennes n'est qu'un subterfuge pour gagner du temps. Le temps que les rejets de « l'Algérie française » et de la « Françafrique » dite à grande échelle – comme ils en pullulent en ces temps dans la France de Macron-manigancent pour nous porter un coup dans le dos. C'est peine perdue ! L'ennemi d'hier peut-il devenir l'ami d'aujourd'hui ? C'est peu voire improbable que cela puisse arriver. Ainsi, par son récent soutien affiché de

manière franche et ostentatoire à la colonisation marocaine reconnue comme telle par le droit international, Paris a poussé le bouchon à fond. La décision ne surprend pas. Mais si jusque-là la France a emprunté tous les chemins sinueux pour faire passer la pilule en glorifiant une colonisation et « ses bienfaits » en Afrique, pas cette fois-ci. En cautionnant le plan d'autonomie marocain concocté pour les besoins d'expansion dans les territoires sahraouis, la France a été d'une légèreté insupportable que non seulement elle a mis à dos l'Algérie, mais toute la communauté internationale qui œuvre pour la libération des derniers territoires occupés à travers le monde. Ainsi donc, au lieu de rejoindre les efforts de l'ONU et, partant de l'UA, pour affranchir le peuple de la dernière

colonie en Afrique, elle fait le chemin inverse. Celui qui va à contre-courant du droit international. Face à ce déni de l'histoire, Alger ne compte pas rester les bras croisés. Hier, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a fait état, d'une initiative de l'Union africaine fort louable qu'elle plaide à l'ONU la criminalisation de la colonisation.

Naturellement, l'Algérie qui fait de la question un pilier de sa politique étrangère, sera « parmi ses premiers défenseurs », dit notre chef à la diplomatie. Pour Attaf, lorsqu'il est question de colonisation dans son ensemble et de colonisation française singulièrement, le plaidoyer en faveur d'une action internationale dans ce sens, en tant que pays africains et non africains, coule de source. A savoir, criminaliser la colonisation au niveau des instances internationales.

Farid Guellil

L'ÉDITO

**FORUM DU COURRIER  
D'ALGÉRIE**

ALI SAÏDI-SIEF PARLE, EN VICE-CHAMPION OLYMPIQUE, DE LA PARTICIPATION ALGÉRIENNE AUX JO 2024

**« Laissons nos athlètes tranquilles ! »**

Ali Saïdi-Sief, athlète algérien de haut niveau, a été invité hier, au Forum du Courrier d'Algérie. Celui qui a porté haut les couleurs nationales dans le ciel des compétitions mondiales veut faire bénéficier l'élite nationale de son riche palmarès.

C'est en sacré vice-champion olympique aux Jeux de Sidney en 2000 et en en maître dans le continent africain dans sa spécialité le 5000 mètres, qu'Ali Saïdi-Sief s'est livré au jeu des questions-réponses avec les journalistes présents à l'occasion. Saïdi-Sief a raconté ses exploits mondiaux arrachés de haute lutte en se frottant – et les défiant – aux cadors de cette épreuve de fond sur laquelle les Kenyans et les Ethiopiens régnaient sans partage. Si le 1500 mètres est une « marque algérienne » déposée par les Nouredine Morceli, Hassiba Boulmerka, Nouria Benida-Merah et Taoufik Makhloufi (Notre confrère Fodil Ahfaïdh qui a retracé de bout en bout le parcours riche de notre invité l'a si bien dit) – le 5000 mètres est un terrain de chasse pour notre champion.

**« LA PRESSION EST TERRIBLE »**

Comme il fallait s'y attendre, Saïdi-Sief a abordé la participation algérienne aux JO 2024 à Paris. Un peu pour nous mettre dans la peau de nos athlètes et connaître leur état d'esprit. Car, les Algériens attendent – voire exigent d'eux – beaucoup pour obtenir des médailles. Pour ce faire, Saïdi-Sief nous a fait revivre son expérience couronnée d'un grand exploit en finale du 5000 mètres à Sidney. « C'est difficile d'exprimer le vécu de l'athlète à la veille d'une épreu-



Ph. Mourad Sid

ve. Pour comprendre, il faut... (le vivre, Ndlr). La pression est terrible, terrible... car, tu vas parier ta propre vie. Tu ne dors pas pendant trois jours à la veille et à l'avant-veille. Et même après, pendant une semaine voire quinze jours, en se remémorant la course », a-t-il confié. Et d'où vient la pression ? « Comme vous le savez, les Jeux olympiques c'est chaque quatre ans, il se peut même qu'il n'y en aurait pas. Ca n'attend pas, donc tu dois profiter de ta forme pour gagner. Parfois des athlètes sont plus forts que toi donc tu perds. Tu peux te faire blesser... Bref, tu vas te soucier de beaucoup de choses », a-t-il fait part de son vécu. Et il a mis l'accent sur un problème en particulier, celui d'être classé favori qui, comme paramètre, en rajoute une couche.

Cela dit, la gestion de la pression dépend d'un athlète à un autre. Aujourd'hui, par exemple, ils travaillent beaucoup l'aspect psychologique, comme c'est le cas des athlètes européens. Ceci par rapport aux Algériens puisqu'il est question de nos athlètes à Paris. Et pour arriver à se mettre dans un bon état d'esprit avant la course, il est utile de former les élites sportives à la base, depuis l'école où le sport scolaire est, par ailleurs, en cours de réhabilitation en Algérie. « Notre environnement ne

nous a pas aidés. À l'époque, on nous disait : écoutez, le Président attend beaucoup de vous. Suite à quoi, le ministre vous appelle trois à quatre fois par jour. Mais, je les comprends, car les responsables veulent des résultats pour honorer le pays », a-t-il dit, comme pour expliquer la pression que subissent les élites sportives. Aguerri par cette expérience éprouvante, Saïdi-Sief recommande, aujourd'hui, à nos athlètes de ne pas subir la pression gratuite et de rester focus sur l'objectif tracé pour les JO.

**« AUCUN PAYS AU MONDE N'A MIS AUTANT DE MOYENS QUE L'ALGÉRIE »**

Interrogé au sujet des moyens de l'Etat mis à disposition des athlètes de haut niveau dans le cadre des préparatifs aux compétitions mondiales, Saïdi-Sief est allé droit au but en mettant en évidence la différence entre hier et aujourd'hui. Son propos se vérifie dans les 280 milliards de centimes consacrés par l'Etat pour la préparation aux JO de Paris sur la période allant de 2021 à 2024. « Aucun pays au monde n'a autant accompagné son élite sportive comme le fait l'Algérie durant ces derniers temps. Pas même les États-Unis ou la France », a-t-il affirmé, relevant, néanmoins un manque de moyens au niveau des structures sportives de base. Dans ce cadre, il a précisé que ce montant concerne aussi les athlètes qui n'ont pas réussi les qualifications aux JO. Mais, toujours est-il que les moyens financiers ne suffisent pas à eux seuls pour gagner des médailles. Alors que diront les athlètes qui ont réussi des exploits mondiaux durant la pire décennie que l'Algérie a eu à traverser après l'indépendance ?

L'ancien athlète en connaît un bout. C'est ainsi qu'il a témoigné avoir découvert, en s'entraînant dans la forêt de Bouchaoui –Alger– durant les années 90, d'abominables scènes de cadavres humains sur la route et lesquelles images l'ont marqué à vie. C'est dire l'environnement hostile et les conditions difficiles à l'époque. « Avec la volonté, tu peux com-

penser le manque de moyens », suggère Saïdi-Sief qui distingue toutefois certaines spécialités de l'athlétisme comme l'escrime ou la boxe qui exige plus de moyens et de rigueur. « Le Kenya et l'Ethiopie ont-ils les moyens par rapport à nous ? Qu'en est-il encore de Cuba ? », a-t-il illustré ses propos pour dire que le problème de moyens ne se pose plus de nos jours.

**« POUR ÊTRE FAVORI IL FAUT GAGNER DES TOURNOIS »**

Concernant les potentiels médaillés algériens à Paris, comme Djamel Sedjati et Slimane Moula (800 mètres), Kaylia Nemour (Gymnastique), Yasser Triki (Triple saut) et encore Imane Khelif (Boxe), le fondiste algérien définit d'abord les concepts. « Pour être favori, par exemple en judo, il faut gagner les tournois de Bercy ou de Bakou », a-t-il expliqué tout en renvoyant de ses propos au demi-fondiste Sedjati, comme exemple d'une très bonne préparation au JO couronnée par plusieurs exploits dans des meetings. Le natif de Tiaret porte ainsi les espoirs d'une médaille, pourquoi pas en or, sur le 800 mètres. Ce n'est pas le cas de la majorité des membres de la délégation algérienne qui se sont qualifiés au forceps. « Ils vont participer oui, mais ils ne sont pas forcément favoris. On ne peut pas aspirer à des médailles dans le judo. En boxe si, il y a Imane Khelif qui gagne ses galas en plus d'être classée 5e aux JO 2020 à Tokyo », a-t-il prévu. La boxeuse algérienne allait même arracher l'or aux championnats du monde 2023 à New Delhi si ce n'était le sale coup qu'on lui a joué en la privant d'une finale qui était à sa portée. « On ne peut pas obtenir une médaille en étant classé 30 ou 100. Les JO c'est très sérieux, tu vas te frotter aux meilleurs des meilleurs, aux champions olympiques et du monde, aux meilleurs performeurs... », a-t-il indiqué.

**« SE QUALIFIER AUX JO EST DÉJÀ UN EXPLOIT »**

A propos de la pression médiatique et sur les réseaux sociaux à l'égard de la participa-

tion algérienne, ainsi jugée bien en deçà des attentes, du fait qu'aucune médaille (jusqu'à hier) n'a été glanée, Saïdi-Sief appelle les athlètes algériens à rester concentrés sur leurs objectifs. Pour lui, tout ce qui se raconte sur la Toile n'est pas forcément vrai. Comme ces rumeurs qui avancent un nombre d'accompagnateurs et d'encadreurs qui serait plus important que le nombre de compétiteurs eux-mêmes. « Ce qui est faux », a démenti notre invité pour qui, il ne faut pas exiger d'un athlète plus qu'il ne peut donner.

« Le fait de disputer les JO c'est déjà un exploit », a-t-il affirmé tout en restant optimistes quant à la suite de la participation algérienne dans les courses de demi-fond et dont l'entrée en lice est programmée courant de la semaine prochaine. Relancé à propos de la pression susceptible de décourager nos athlètes, Saïdi-Sief n'estime pas moins que les participants aux JO de Paris doivent se tenir éloignés de tout ce qui se dit sur les réseaux sociaux. Il a même raconté avoir subi par le passé la pression médiatique dans l'Equipe. En consultant le média sportif français, il avait découvert une interview dans laquelle on a essayé de le déstabiliser à travers le champion éthiopien Haile Gebrselassie. Saïdi-Sief a dit avoir été fou-furieux en découvrant ça, mais il a fini par être calmé par son entraîneur pour qu'il reste concentré sur sa course.

**« CONFIAIT EN IMANE KHELIF »**

D'autre part, il a invité ceux qui s'en prennent parfois même violemment à leurs concitoyens à Paris de « laisser tranquille nos athlètes » pour qu'ils puissent aller chercher de probables médailles. Par ailleurs, une campagne de dénigrement et étrangement aux Algériens a été menée contre la boxeuse Imane Khelif qui fait l'objet d'attaques hostiles pour la déstabiliser. Mais, « rien à craindre pour notre boxeuse qui est professionnelle et reste concentrée sur son objectif », répond Saïdi – Sief qui a fait savoir que le CIO l'a autorisée à disputer la compétition.

Interrogé au sujet de la gestion de l'athlétisme en particulier et du sport en général, Saïdi-Sief applaudit le fait que des anciennes figures de l'athlétisme tiennent aujourd'hui des postes ministériels. Le meilleur exemple en l'espèce reste Abderrahmane Hammad, l'actuel ministre de la Jeunesse et des Sports qui était champion en saut en hauteur. « C'est une bonne chose.

L'athlète a un vécu et il peut donc comprendre en tant que responsable les soucis des athlètes. Il sait ce qu'il faut et ce qu'il ne faut pas. La preuve, depuis qu'il est (Hammad, ndlr) ministre, bien sûr après le président de la République, beaucoup d'argent a été débloquent pour la préparation de nos élites sportives. »

Farid Guellil



AHMED ATTAF, A AFFIRMÉ HIER À ALGER, QUE LE SAHARA OCCIDENTAL DEMEURE UN TERRITOIRE NON AUTONOME, SELON L'ONU

## « La décision française n'y changera rien »

Le chef de la diplomatie nationale a indiqué, hier, en conférence de presse à Alger, que le Sahara occidental demeure un territoire non autonome, selon l'ONU, et que la décision française portant reconnaissance du plan d'autonomie marocain « n'y changera rien ».



Pour Ahmed Attaf la « Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) restera » en place. La reconnaissance par la France de la prétendue souveraineté marocaine sur le Sahara occidental s'apparente à "un cadeau de celui qui ne possède pas à celui qui ne mérite pas". C'est ainsi que le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a présenté, hier, lors d'une conférence de presse au siège du ministère, la décision de la France de prendre position en faveur du plan dit "autonomie au Sahara occidental" dans le cadre de la prétendue "souveraineté marocaine". C'est, a-t-il dit, l'expression simple pour désigner la valeur juridique de la reconnaissance par la France de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. "Considérer le plan d'autonomie marocain comme la seule et unique solution à la

question du Sahara occidental revient à écarter tout effort visant à trouver une solution alternative à cette question, conformément aux résolutions internationales, notamment celles du Conseil de sécurité à l'élaboration et à l'adoption desquelles la France a participé", a-t-il ajouté. De son côté, le Docteur Arslan Chikhaoui, expert en relations internationales et membre du comité d'experts 'Track 2' du système des Nations unies, dans un entretien accordé hier à la chaîne 3 de la Radio nationale, dont il était l'invité de la rédaction, a expliqué la décision de la France en faveur du plan dit "autonomie au Sahara occidental" présenté dans le cadre de la prétendue "souveraineté marocaine", par la recomposition qui se produit actuellement à l'échelle mondiale et dont il a décrit les éléments, notamment le Sud global qui est en train de se réorganiser. Le Bureau permanent

du Secrétariat national du Front Polisario a également réagi à cette décision en la dénonçant comme une action qui sape le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. "Tout en rappelant la responsabilité des Nations unies à permettre au peuple sahraoui

d'accéder à son droit à l'autodétermination et à respecter la légalité internationale en vue de la décolonisation du Sahara occidental", le Bureau "condamne avec les termes les plus fermes, la récente position française qui cautionne, expressément, la guerre expansionniste menée par

l'occupant marocain, en soutenant le plan d'autonomie visant à priver le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, un droit garanti par toutes les chartes et législations internationales, mais également reconnu par l'ensemble des instances, l'ONU y compris", a affirmé le Bureau dans un communiqué ayant sanctionné les travaux de sa réunion, rapporté par l'agence de presse sahraouie (SPS). "Fidèle à son approche coloniale et expansionniste, la France n'a eu de cesse d'entraver les efforts des organisations internationales visant à parvenir à une solution équitable et pacifique pour la décolonisation du Sahara occidental", a ajouté le communiqué, affirmant que "la France n'est plus éligible à appartenir à la Mission des Nations unies pour l'Organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)". "La décision de la France vient confirmer son dessein prémédité de priver le peuple sahraoui de son droit immuable à la liberté et à l'indépendance, et de mettre la région en péril", a-t-il déploré.

M. R.

AHMED ATTAF L'A RAPPELÉ

### « L'Algérie est toujours disposée à participer aux efforts pour la paix dans la région du Sahel »

« Il n'existe pas d'issue militaire au conflit fratricide au Mali et seule la voie de la solution politique est en mesure d'en venir à bout », a indiqué au cours d'une conférence de presse, M. Ahmed Attaf le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

Évoquant l'accord d'Alger qui avait mis fin à la guerre civile dans ce pays, Attaf a indiqué que parmi les points positifs de cet accord est qu'il avait préservé la souveraineté du pays, son unité et son intégrité territoriale, précisant que son abandon porterait un grand préjudice à tous ces acquis.

Il a souligné dans le même contexte que l'Algérie ne saurait se détourner des événements qui secouent la région du Sahel « car la paix et la prospérité de la région va de pair avec sa paix et sa stabilité ». Il a rappelé que ce que craignait l'Algérie se déroule aujourd'hui dans la région du Sahel avec le retour de la guerre civile que nous appréhendons ».

Il rappellera dans le même contexte que nonobstant ce qui s'est passé, l'Algérie continue de suivre avec préoccupation les événements au Sahel. « Elle a la volonté politique et l'intention sincère d'apporter sa contribution à rétablir la paix et la stabilité dans la région », a-t-il conclu.

Slimane B.

PAR PEUR DE LA RIPOSTE À L'ASSASSINAT DE HANIYEH

## Sentiment d'insécurité accru dans l'entité sioniste

L'assassinat du chef du bureau politique du mouvement de résistance palestinien Hamas, Ismaïl Haniyeh, tombé en martyr hier matin dans une frappe sioniste à Téhéran (Iran), précédé quelques heures avant par l'agression sioniste menée, mardi soir, contre la banlieue sud de Beyrouth (Liban), ciblant un leader du Hezbollah et qui a entraîné des morts et des blessés parmi les civils, et également l'agression américaine, mardi soir, contre les Forces de mobilisation populaire à Jurf Al-Nasr, en Irak, indiquent la volonté de l'entité sioniste et des États-Unis qui la soutiennent inconditionnellement, de persister dans leur démarche agressive contre les peuples de la région dans le but de neutraliser leur combat de libération. C'est peine perdue, la donne a changé depuis l'opération Déluge d'Al-Aqsa menée par la résistance palestinienne, le 7 octobre 2023. Hier, le Financial Times, dans un article, a bien expliqué que « les nombreuses frappes lancées par Israël depuis le 7 octobre n'ont pas réussi à dissuader ses ennemis ». Pour le journal, « il est désormais difficile

d'imaginer comment le fait de cibler hier la banlieue sud de Beyrouth ne provoquerait pas une réaction plus forte, qui pousserait les opposants encore plus loin ». En outre, ajoute le journal, les États-Unis, qui ont promis leur « engagement ferme en faveur de la défense d'Israël », pourraient « être en danger d'être entraînés dans un conflit plus profond, leurs forces en Irak et en Syrie étant susceptibles d'être des cibles ». Dans l'entité sioniste, le regain de tension créé par l'éventualité d'une riposte après l'assassinat de Ismaïl Haniyeh, accroît le sentiment d'insécurité qui se traduit, pour beaucoup de colons sionistes, par le choix d'aller vivre ailleurs, c'est-à-dire repartir vers le pays d'où ils sont venus. Depuis près de 10 mois, les colons sionistes vivent le cauchemar dans la perspective de voir arriver ce qu'ils n'ont jamais envisagé, la fin de l'occupation de la Palestine. Hier, un responsable de la résistance palestinienne a expliqué que les agissements de l'entité sioniste visant à créer et entretenir le désordre dans la région, anticipent, en fait, sur sa disparition. Il a rassuré sur le maintien du choix

de la stratégie claire adoptée par la résistance.

### CONDAMNATION PAR L'ALGÉRIE DE L'ASSASSINAT D'ISMAÏL HANIYEH

Pour la résistance palestinienne, l'assassinat Ismaïl Haniyeh dans une frappe sioniste est non pas un exploit mais un crime honteux, dans la mesure où il se trouvait publiquement à Téhéran, pour participer à la cérémonie d'investiture du nouveau président iranien, Massoud Pezeshkian, et qu'il a été tué après une réunion qu'il a eue avec le leader de la Révolution et de la République islamique, Ali Khamenei. C'était le principal interlocuteur du Hamas auprès des médiateurs qui négocient l'accord de cessez-le-feu à Ghaza et l'échange de prisonniers entre la résistance palestinienne et l'entité sioniste. L'Algérie a condamné "fermement" l'assassinat d'Ismaïl Haniyeh, par la voix du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, lors d'une conférence de presse au siège du ministère. "C'est la politique de la terre brûlée érigée par l'entité sioniste en plan

et stratégie reposant sur l'escalade tous azimuts : Ghaza, Cisjordanie, Yémen, Liban, Syrie et Iran", a-t-il ajouté. Par cette politique de la terre brûlée, l'entité sioniste a voulu "plonger la région tout entière dans une spirale de guerres dont le seul bénéficiaire est l'occupant sioniste au détriment de la sécurité, de la stabilité et de la paix régionales", a estimé le ministre des Affaires étrangères. De son côté, à l'issue d'une réunion urgente du gouvernement au Grand Sérail, le ministre libanais sortant de l'Information, Ziad Makary, a annoncé que le Liban va déposer une plainte devant le Conseil de sécurité de l'ONU suite à la dernière agression sioniste menée contre la banlieue sud de Beyrouth. Le ministère libanais de la Santé avait annoncé que l'attaque menée par l'armée sioniste sur la banlieue sud de la capitale libanaise a fait quatre martyrs: deux femmes et deux enfants, et 74 blessés, dont cinq dans un état critique, tandis que la recherche des personnes disparues sous les décombres se poursuivait.

M'hamed Rebah

RETRAIT DE L'AMBASSADEUR D'ALGÉRIE À PARIS

# La classe politique appuie la décision souveraine de l'Algérie

*Les partis politiques ont exprimé leur soutien à la décision de l'Algérie de retirer avec effet immédiat son ambassadeur à Paris, et laquelle décision émane de son intransigeance depuis l'indépendance, quant au droit fondamental et inaliénable des peuples à l'autodétermination.*

## LE FFS : « INDIGNE POSITION DE LA FRANCE »

Le Front des forces socialistes (FFS) a dénoncé avec la plus grande fermeté la position irresponsable et indigne de la France officielle après son choix d'appuyer officiellement le plan marocain d'« autonomie » du Sahara occidental, soulignant que la décision de l'Algérie émane de son intransigeance depuis l'indépendance, quant au droit fondamental et inaliénable des peuples à l'autodétermination. Dans un communiqué signé par son Premier secrétaire national, le FFS a dénoncé, « avec la plus grande fermeté la position irresponsable et indigne de la France officielle qui traduit une logique néocolonialiste consistant à faire du makhzen un cheval de Troie pour faire triompher ses plans impérialistes en Afrique ». La décision de l'Algérie de rappeler avec effet immédiat son ambassadeur à Paris, « a été très prévisible après le choix de la France d'appuyer officiellement le plan marocain d'autonomie du Sahara occidental comme la seule base de règlement du conflit, et ce vu sa longue tradition diplomatique et son intransigeance, depuis l'indépendance, quant au droit fondamental et inaliénable des peuples à l'autodétermination », a-t-il ajouté. « Par sa connivence avec le régime marocain sur le dossier sahraoui, non seulement la France bafoue le droit international et les résolutions des Nations unies, mais elle se fait la complice de toutes les souffrances du peuple sahraoui à qui elle dénie le droit de disposer de lui-même », a-t-il soutenu.

## LE RND : « UNE DÉCISION SOUVERAINE ET RESPONSABLE »

Le parti du Rassemblement national démocratique (RND) a fait part, dans un communiqué, de son soutien à la décision « souveraine et responsable » prise par l'Algérie. Le RND a souligné « soutenir et appuyer la décision prise par l'Algérie de rappeler l'ambassadeur algérien en France », qualifiant cette décision de « souveraine, responsable et appropriée », laquelle « intervient en réponse à la décision irresponsable de l'Etat français reconnaissant le plan d'autonomie marocain comme seule base de règlement du conflit au Sahara occidental dans le cadre de la prétendue souveraineté du Maroc ». « Il s'agit d'une faute grave et d'une violation flagrante de



l'ensemble des chartes et des us internationaux, étant donné que la cause sahraouie est inscrite à la quatrième commission de l'ONU comme une question de décolonisation », a estimé le parti. Ce comportement ne fait que « dévoiler, encore une fois, la doctrine colonialiste enracinée chez le décideur français qui va de pair avec la visée colonialiste du régime du makhzen. Il s'agit d'une tradition consacrée par les puissances coloniales qui se soutiennent mutuellement », poursuit le RND. Rappelant que la France « doit respecter sa qualité de membre permanent au Conseil de sécurité y compris les responsabilités légales et morales qui lui incombent pour garantir la sécurité et la stabilité dans le monde, et permettre, ainsi, aux peuples d'exercer leur droit à l'autodétermination, comme le prévoit la Charte des Nations unies ». Le parti a indiqué, dans ce sens, que « le lobby sioniste et le lobby colonial français sont derrière cette décision », qui intervient « en réponse aux positions fortes et honorables de l'Etat algérien vis-à-vis des causes palestinienne et sahraouie ». Par ailleurs, le RND a réitéré sa position « immuable » en faveur du droit du peuple sahraoui face à l'occupation marocaine, ainsi que « sa confiance et son soutien aux positions diplomatiques de l'Algérie sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune ».

## LE FLN : « RÉPONSE APPROPRIÉE À UNE DÉMARCHÉ DANGEREUSE »

De son côté, Le parti du Front de libération nationale (FLN), a considéré que cette décision « se veut une réponse directe et appropriée à la démarche dangereuse, irresponsable et irréfléchie, du Gouvernement français, en reconnais-

sant le plan dit « autonomie du Sahara occidental dans le cadre de la souveraineté marocaine ». « Par cette décision motivée par des calculs politiques douteux et soutenant l'Etat d'occupation marocain, la France réaffirme encore une fois, qu'elle est otage de son complexe colonial en tentant d'ignorer les vérités historiques et les droits des peuples à la liberté », a-t-il ajouté. Le parti a affirmé que le conflit au Sahara Occidental était « une question de décolonisation qui ne peut être résolue que dans le cadre de ce que décidera le peuple sahraoui non déplaçable aux puissances coloniales, anciennes et nouvelles, qui s'allient aujourd'hui pour opprimer les peuples ». La dernière décision française « ne contribue nullement à la réunion des conditions à même de régler pacifiquement la cause sahraouie, d'autant qu'elle n'aide pas dans la recherche d'une solution pacifique à la question sahraouie ». Cette position reflète « une contradiction flagrante de cet Etat qui prétend défendre les droits de l'Homme et la démocratie, alors qu'il n'hésite pas à violer toutes les chartes et les us internationaux, en violation claire de la légalité internationale, avec un déni flagrant du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination », ajoute la même source. Après avoir réaffirmé son « soutien absolu aux décisions souveraines du Gouvernement algérien et son adhésion à toutes les décisions qui seront prises pour défendre ses positions immuables vis-à-vis des causes de libération à travers le monde et préserver la souveraineté de sa décision politique », le parti du FLN a réitéré son « soutien au droit du peuple sahraoui combattant à l'autodétermination et à l'indépendance ».

Sarah O.

## L'APN CONDAMNE : « Honteuse décision du gouvernement français »

L'Assemblée populaire nationale a dénoncé, hier, dans un communiqué, le soutien du Gouvernement français au plan colonial marocain dans le cadre de la prétendue souveraineté marocaine sur le territoire du Sahara occidental, affichant son soutien aux décisions prises par l'Etat algérien à cet égard.

En effet, l'APN « dénonce énergiquement la décision honteuse du Gouvernement français en faveur du plan colonial marocain d'autonomie dans le cadre de la prétendue souveraineté marocaine sur le territoire du Sahara occidental au mépris de toutes les résolutions de l'Organisation des Nations unies concernant la juste cause sahraouie, inscrite comme une question de décolonisation ». Face à la complicité flagrante entre colonisateurs d'hier et d'aujourd'hui, l'APN « condamne fermement cette décision frivole et irréfléchie à rebours des efforts onusiens visant à régler ce conflit dans le cadre de la légalité internationale pour permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Par cette dérive grave et hasardeuse, « le Gouvernement français bafoue toutes les lois et règles, se soustrait à ses responsabilités de membre permanent du Conseil de sécurité et légitime l'occupation d'un Etat membre fondateur de l'Union africaine », a affirmé la chambre basse du Parlement. Ajoutant qu'« en tant que représentants du peuple, nous condamnons cette décision (...) du Gouvernement français qui, faisant fi de toutes les lois et règles, soutient le régime colonial expansionniste du Makhzen alors qu'il est censé assumer sa responsabilité de membre permanent du Conseil de sécurité et œuvrer pour une solution durable qui garantisse le droit légitime du peuple sahraoui ». L'APN a, dans ce contexte, appelé « le Parlement français et tous les hommes épris de liberté en France à condamner cette position honteuse qui nous rappelle le passé colonial infamant et déshonorant ». La chambre basse du Parlement a, par ailleurs, salué « les positions algériennes constantes en faveur des causes justes dans le monde et la diplomatie algérienne fidèle aux principes humanitaires et aux valeurs de sécurité et de paix, dans l'Algérie nouvelle sous la direction éclairée de M. Abdelmadjid Tebboune ». L'APN a, par là même, affiché son « soutien total aux décisions prises par l'Etat algérien à cet égard », affirmant qu'« elles reflètent la conscience du peuple algérien, qui rejette l'injustice, l'agression et la confiscation du droit des peuples à la liberté et à une vie digne ».

L. Zeggane

LA CLASSE POLITIQUE FRANÇAISE CONDAMNE UNANIMEMENT LA VOLTE-FACE DE MACRON

## « C'est une trahison des valeurs de la France »

Les réactions au soutien du président français Emmanuel Macron au plan d'autonomie proposé par le Maroc pour le règlement du conflit du Sahara occidental se multiplient. Plusieurs segments et personnalités de la classe politique française ont dénoncé cette « bavure politique » du président français qui va à l'encontre du droit international, des résolutions du Conseil de sécurité et du cadre de règlement défini par l'Union africaine et l'ONU. Dans ce cadre, le sénateur, Jérémy Bacchi a dénoncé la décision de son pays d'adopter le plan dit « autonomie au Sahara occidental » présenté dans le cadre de la prétendue souveraineté marocaine, soulignant que cette posture de Macron trahit la position « traditionnelle » et « équilibrée » de la France. « Les populations sahraouies doivent pouvoir choisir leur destin. En reconnaissant la (prétendue) souveraineté du royaume marocain sur le territoire sahraoui, Emmanuel Macron valide l'entreprise coloniale entamée dans le sang et la violence par Hassan II et poursuivie par le monarque

actuel au mépris du droit international », a-t-il indiqué dans un communiqué publié mardi. Le sénateur des Bouches-du-Rhône qui est également Secrétaire fédéral du Parti communiste français (PCF), a affirmé que la décision d'Emmanuel Macron « trahit la position traditionnelle et équilibrée de la France ». « Elle piétine les résolutions des Nations unies qui prévoient l'organisation d'un référendum d'autodétermination », a-t-il souligné. Personne, a-t-il poursuivi, « ne sera dupe des motivations économiques qui sous-tendent cette prise de position », soulignant dans ce contexte que « c'est bien de pillage des richesses naturelles du Sahara Occidental dont il s'agit ». « Malgré les discours de circonstance, le pillage de l'Afrique continue avec son lot de compromissions et d'abandons des principes et du droit international », s'est-il également indigné.

M. Bacchi ne manquera de qualifier d'insupportable « la prise de position d'Emmanuel Macron qu'il a assimilée à un insupportable retour en arrière (et) une honte pour la France. Il ne manquera pas de rappeler qu'il

est indispensable de mettre fin au colonialisme partout sur la planète et de garantir, par le droit international, la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Le secrétaire général du Parti communiste français, Fabien Roussel abondera dans le même sens en affirmant que, « Emmanuel Macron trahit la position historique et équilibrée de la France sur les droits du peuple sahraoui comme sur les résolutions de l'ONU ». M. Roussel qui s'est exprimé sur le réseau social X, a estimé que Macron ouvre une crise diplomatique grave pour poursuivre le pillage de l'Afrique, dont les grandes richesses naturelles du Sahara occidental ».

Qualifiant le soutien de Macron au plan marocain d'erreur historique, Marine Tondelier première responsable du parti « Ecologistes les verts », a dénoncé, le soutien au plan marocain exprimé par le président français « un homme seul à la tête d'un Etat sans gouvernement et sans majorité », qui va à l'encontre des valeurs françaises et du droit international. « Ce soutien trahit la position historique de la France basée sur le

respect du droit international et du droit des peuples à l'autodétermination, il reconnaît au Maroc une souveraineté sur un territoire à décoloniser », a-t-elle ajouté dans un Tweet sur la plateforme X. Pour sa part, le député de La France insoumise (LFI), Hadrien Clouet qui a appelé à l'occasion le président à reconnaître l'Etat palestinien a affirmé sur la plateforme X, que, « alors qu'il a perdu les élections, Emmanuel Macron reconnaît la marocanité du Sahara occidental. Quoiqu'on pense du fond, ce geste précipité en plein jeux olympiques de Paris, contre le droit international, sans débat, est une erreur ». Au niveau international, le représentant du Front Polisario à l'ONU et coordinateur avec la MINURSO, Sidi Mohamed Omar a rappelé que l'avenir du Sahara occidental, inscrit sur la liste de l'ONU des territoires non autonomes, sera déterminé par le peuple sahraoui.

« Le présent et l'avenir du Sahara occidental seront déterminés par le peuple sahraoui et non pas par la France ou un quelconque autre pays », a-t-il souligné en réaction au

soutien apporté par le président français au plan d'autonomie défendu par le Maroc. Sidi Mohamed Omar a soutenu, à ce propos que la position de la France vis-à-vis de la question du Sahara occidental « viole le droit international et va à l'encontre de ses responsabilités en tant que membre permanent au Conseil de sécurité », soulignant que le soutien apporté par la France au plan marocain « renforce l'occupation militaire du Sahara occidental, un territoire en attente de décolonisation ». Il a souligné, dans ce contexte, que « ni la France, ni le Maroc ne pourront briser la volonté et la détermination du peuple sahraoui à poursuivre sa lutte pour l'indépendance par tous les moyens légitimes ». En adoptant cette position « hostile » vis-à-vis du peuple sahraoui, « la France s'est disqualifiée des efforts internationaux visant à mettre fin à la colonisation du Sahara occidental et ne devrait plus de ce fait faire partie de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) », a-t-il affirmé.

Slimane B.

LA COUR CONSTITUTIONNELLE PUBLIE LA LISTE FINALE

# Tebboune, Aouchiche et Hassani-Cherif officiellement candidats

Le président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj, a annoncé, hier, la liste définitive des candidats à l'élection présidentielle prévue le 7 septembre.

Il s'agit du Premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, du président du mouvement de la société pour la paix (MSP) Abdelâali Hassani Cherif, et du candidat indépendant, le Président sortant Abdelmadjid Tebboune. De ce fait, les recours introduits par les autres candidats ont été rejetés. Dans une conférence de presse, Omar Belhadj a rappelé que la Cour constitutionnelle s'est réunie à huis clos ces



R.F. : DR

derniers jours pour étudier les recours enregistrés auprès du secrétariat de la Cour constitutionnelle, au nombre de 5 recours. Elle s'est également réunie, hier, pour approuver la liste définitive des candidats à l'élection présidentielle. Tous les recours ont été étudiés de

manière transparente et tous les recours ont été pris en considération avec les mêmes critères pour chaque candidat, conformément à la législation en vigueur, précise-t-il. Omar Belhadj a également souligné que les recours ont été examinés après le dépouillement

manuel des formulaires et leur comparaison avec le traitement électronique. La Cour constitutionnelle a également révélé l'existence de formulaires vierges dans les dossiers de certains candidats. Après délibération, la Cour a décidé d'accepter quatre recours sur la forme et de les rejeter dans le fond, a-t-il précisé, notant que des recours ont été rejetés au motif qu'il avait été déposé hors délai. Il est à noter que, selon la loi organique sur les élections, une fois leurs dossiers validés, les candidats commencent à présenter leurs programmes électoraux au cours de la campagne électorale, qui est déclarée ouverte vingt-trois jours avant la date du scrutin et s'achève trois jours avant la date du scrutin.

Sarah O.

ANCIEN PREMIER MINISTRE PALESTINIEN

## Shtayeh reçu à Alger par Attaf et Goudjil

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a rencontré hier au siège du ministère, le président du Conseil d'administration du Centre de recherches palestinien et ancien Premier ministre de l'État de Palestine, Mohammad Shtayeh, qui effectue une visite de travail en Algérie, selon un communiqué officiel. Cette rencontre a permis de faire le point sur les derniers développements dans les territoires palestiniens occupés, notamment la situation dans la bande de Gaza, où une guerre génocidaire est en cours contre le peuple palestinien. Les deux parties ont également discuté des moyens de renforcer les efforts internationaux pour mettre fin à l'agression israélienne brutale et améliorer la situation humanitaire désastreuse dans la région. Ils ont abordé les prochaines étapes en faveur de la cause palestinienne au sein du Conseil de sécurité et d'autres

instances des Nations unies, en tenant compte des conclusions importantes et des arguments contenus dans l'avis consultatif historique de la Cour internationale de justice (CIJ) rendu le 19 juillet dernier. Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a également reçu Mohammad Shtayeh mardi à Alger. Au cours de cette réunion, les deux parties ont examiné les évolutions tragiques de la situation sécuritaire et humanitaire dans la bande de Gaza et les territoires palestiniens occupés, marqués par une violence israélienne documentée visant à décimer le peuple palestinien et à le déplacer de ses terres par la force. Goudjil a condamné fermement les massacres perpétrés par Israël, dénonçant le silence de la communauté internationale et ses alliances compromettantes avec des valeurs humaines et des principes universels. Le président du Conseil a salué la résistance et les sacrifices du peuple

palestinien, réaffirmant la position inébranlable de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne et du droit du peuple palestinien à établir son État indépendant avec El-Qods comme capitale. Il a souligné l'importance de l'unité des factions palestiniennes comme clé pour contrer le sionisme et a rappelé les leçons de la Révolution de novembre, fruit de l'unité et des sacrifices du peuple algérien. De son côté, M. Shtayeh a exprimé sa gratitude envers le président de la République, le gouvernement et le peuple algériens pour leur soutien indéfectible. Il a souligné que les actions de l'occupation israélienne visaient à éradiquer toute possibilité d'un État palestinien et a salué les efforts de l'Algérie au niveau international pour soutenir la juste cause palestinienne, affirmant que le message constant de l'Algérie au peuple palestinien est celui d'une Palestine unie.

M. Seghilani

Ania N.

## CÉRÉMONIE D'INVESTITURE DU PRÉSIDENT MAURITANIEN Nadir Larbaoui aujourd'hui à Nouakchott

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Nadir Larbaoui, prendra part aujourd'hui à la cérémonie officielle d'investiture du président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani. Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche passé, un appel téléphonique de son frère, le président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, lors duquel ils ont évoqué les relations fraternelles liant les deux pays et les moyens de les renforcer, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, un appel téléphonique de son frère le président de la République islamique de Mauritanie, pays frère, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, lors duquel ils ont évoqué les relations fraternelles liant les deux pays et les moyens de les renforcer dans tous les domaines au service des intérêts des peuples algérien et mauritanien», lit-on dans le communiqué. En février dernier, le président Mauritanien était en visite dans la wilaya de Tindouf à l'invitation du président de la République. Pour procéder à l'inauguration et au lancement de plusieurs projets communs entre les deux pays. Notamment le lancement des travaux de la route reliant la ville algérienne de Tindouf à la ville mauritanienne de Zouerate, longue de 700 kilomètres. Cette visite est la deuxième après celle effectuée en 2021.

S. O.

LUTTE CONTRE LA MIGRATION CLANDESTINE ET LES RÉSEAUX DE CONTREBANDE DE DROGUE

## L'Algérie et la Tunisie font front commun

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a affirmé que l'action commune entre les ministères de l'Intérieur algérien et tunisien se poursuivait pour faire face aux différents défis. S'exprimant à l'issue de son entretien avec son homologue tunisien, Khaled Nouri en visite de travail en Algérie, Merad a déclaré: « J'ai abordé avec le ministre tunisien de l'Intérieur plusieurs questions », ajoutant que « l'action commune entre les ministères de l'Intérieur des deux pays se poursuit au niveau des commissions bilatérales créées récemment et ce, en vue de faire face aux différents défis tels que la migration clandestine et les réseaux de contrebande de drogue et de psychotropes ». Cette rencontre a porté également sur « la mobilité entre l'Algérie et la Tunisie et la poursuite du développement des régions frontalières entre les deux

pays », ajoute Merad. « La sécurité de la Tunisie est liée à celle de l'Algérie, comme affirmé par les présidents des deux pays, Abdelmadjid Tebboune et Kaïs Saïed », a-t-il rappelé. Et d'ajouter: « nous œuvrons à développer la région dans le cadre de l'intégration socioéconomique et du bon voisinage, à travers la prévention de tout ce qui pourrait porter atteinte à la sécurité

des citoyens et de leurs biens outre la lutte contre tous les phénomènes négatifs ». Pour sa part, le ministre tunisien de l'Intérieur a salué « les relations historiques et fraternelles » liant les deux pays, faisant état de « plusieurs questions sécuritaires et dossiers intéressant les deux pays, tels que la lutte contre la migration clandestine ». Khaled Nouri a indiqué que la rencontre

avait permis « d'examiner le dossier de lutte antiterroriste et des bandes organisées notamment celles impliquées dans la contrebande de drogue », ainsi que « la coopération entre les wilayas frontalières des deux pays, le développement des régions frontalières et la facilitation de la circulation au niveau des postes frontaliers ».

A. N.

GARA DJEBILET

## Un comité multisectoriel pour superviser le suivi du projet

Un comité conjoint multisectoriel a été créé pour superviser le suivi de la mise en œuvre du projet minier de Gara Djebilet dans ses deux volets liés aux aspects industriels et aux infrastructures de base, ont indiqué les services du Premier ministre dans un communiqué. L'état d'avancement de ce projet a fait l'objet d'une communication présentée lors de la réunion du Gouvernement, présidée mardi par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, et consacrée au suivi de la mise en œuvre des orientations du Président de la République concernant les plans structurels des secteurs minier et ferroviaire. Ce projet devrait contribuer « à atteindre les objectifs fixés en termes de diversification de l'économie nationale conformément à la vision stratégique du Président de la République de faire progresser le développement économique global en valorisant les richesses et les capacités nationales », selon le communiqué.

A. N.

ASSASSINAT TERRORISTE D'ISMAÏL HANIYEH

# Déluge de condamnations d'Israël

Les funérailles du martyr Ismaïl Haniyeh auront lieu aujourd'hui, débutant à l'université de Téhéran et se terminant à la place "Azad" avant son transfert au Qatar. Le peuple palestinien pleure son héros et avertit l'occupant sioniste que d'autres Haniyeh et martyrs se lèveront pour libérer la Palestine et El-Qods de l'occupation israélienne.



P.F. DR

À l'instar des réactions après les assassinats terroristes de Cheikh Yassine, d'Arafat et d'autres leaders, de nombreux résistants et responsables des factions palestiniennes se sont mobilisés pour libérer le peuple palestinien du joug colonial sioniste. Le gouvernement palestinien, par la voix du président Mahmoud Abbas, a fermement condamné cet acte barbare et terroriste, qualifiant l'assassinat de Haniyeh d'"acte lâche" et de "dangereuse évolution". Abbas a appelé les Palestiniens à l'unité, à la patience et à la résistance contre l'occupation sioniste, annonçant une journée de deuil national et la mise en berne des drapeaux.

Cette déclaration traduit une profonde douleur collective et une volonté de renforcer la solidarité face aux défis politiques et humanitaires. Parallèlement, une grève générale a paralysé la Cisjordanie hier, en réponse à l'assassinat d'Ismaïl Haniyeh à Téhéran. Le mouvement Fatah a décrété une grève générale dans tout le pays et a appelé le peuple palestinien à participer à des manifestations de

colère, se dirigeant vers les points de contact avec les forces d'occupation israéliennes. Ils ont dénoncé cet assassinat comme un acte de terrorisme israélien, une guerre d'extermination et de destruction, alors que la communauté internationale reste incapable d'arrêter la guerre contre Gaza et de tenir l'occupation responsable de ses crimes contre le peuple palestinien. Le Hamas a annoncé ce matin la mort de son chef politique, Haniyeh, ainsi que celle de son garde du corps, Wassim Abou Chaaban.

## DES RÉACTIONS FORTES EN IRAN

Le guide suprême de l'Iran, Ali Khamenei, a promis une réponse sévère à Israël pour l'assassinat du chef du bureau politique du mouvement de résistance islamique (Hamas), Ismaïl Haniyeh, à Téhéran, ce mercredi matin. L'agence de presse iranienne a rapporté les propos de Khamenei, qui a déclaré que "le régime sioniste criminel et terroriste, en assassinant Ismaïl Haniyeh, a ouvert la voie à une punition sévère", ajoutant que la vengeance pour le sang de Haniyeh est un devoir pour l'Iran,

car l'assassinat a eu lieu sur son territoire. Il a ajouté que "Haniyeh a vécu sa vie en combattant, a offert ses enfants en martyrs et était prêt pour le martyre lui-même". Les déclarations du guide iranien font suite à l'annonce par le Hamas de l'assassinat de Haniyeh, suite à une frappe israélienne sur sa résidence à Téhéran. De son côté, le président iranien Masoud Pezeshkian a déclaré que son pays défendrait l'intégrité de son territoire et son honneur, et ferait regretter aux envahisseurs qualifiés de terroristes leurs actes lâches.

Dans le cadre des réactions iraniennes, les Gardiens de la révolution iraniens ont également déclaré que "le crime du régime sioniste consistant à assassiner Haniyeh sera confronté à une réponse sévère de la part du front de résistance puissant, en particulier de l'Iran". Les médias iraniens ont également rapporté les propos de l'ancien commandant des Gardiens de la révolution, Mohsen Rezaei, qui a déclaré qu'Israël paierait un prix élevé pour l'assassinat de Haniyeh à Téhéran. De son côté, le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, a affirmé que l'Iran et le front de résistance ne renonce-

raient pas au sang du martyr Ismaïl Haniyeh. Dans le même contexte, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Nasser Kanàani, a déclaré que le sang de Haniyeh ne serait jamais versé en vain, ajoutant que le martyre du chef du Hamas à Téhéran renforcerait les liens solides entre l'Iran et la chère Palestine, ainsi que la résistance. Enfin, le site "Nournews", affilié au Conseil suprême de la sécurité nationale iranienne, a qualifié l'assassinat de Haniyeh de "pari dangereux visant à saper la dissuasion de Téhéran", ajoutant que "franchir les lignes rouges a toujours été coûteux pour l'ennemi".

## LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CONDAMNE

La Chine, par la voix de son porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Lin Jian, a exprimé sa vive inquiétude, dénonçant l'assassinat comme un "crime odieux". Pékin a mis en garde contre les risques de déstabilisation régionale, soulignant l'urgence de la situation et la nécessité d'une réponse mesurée pour éviter une escalade supplémentaire. La Russie, représentée par le vice-ministre des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov, a qualifié cet acte de "politique inacceptable". Konstantin Kossatchev, vice-président du Conseil de la Fédération, a ajouté que la région entraînerait dans une période de confrontations difficiles, blâmant l'entité sioniste pour les tensions croissantes. Quant à la Turquie elle a exprimé ses condoléances au peuple palestinien, condamnant fermement l'assassinat.

Le ministère des Affaires étrangères turc a mis en garde contre les intentions de l'actuel gouvernement israélien de Netanyahu, avertissant que cette attaque pourrait avoir des répercussions régionales majeures. La Malaisie a appelé à une enquête approfondie sur cet assassinat et a exhorté toutes les parties à la retenue. Le ministère malaisien des Affaires étrangères a souligné l'importance d'une déses-

calade et a plaidé pour un dialogue constructif afin de parvenir à des solutions pacifiques.

## RÉACTIONS DES PAYS ARABES ET MUSULMANS

Les réactions ont été tout aussi fermes dans les autres pays arabes et musulmans. Le Liban, par la voix de son Premier ministre Najib Mikati, a condamné l'assassinat, mettant en garde contre les risques accrus de troubles régionaux. Le Yémen a qualifié l'acte de grande perte pour la nation islamique, tandis que la Syrie l'Irak et l'Égypte ont également exprimé leur condamnation, mettant en garde contre les dangers pour la sécurité régionale. Oman a exprimé sa solidarité avec le peuple palestinien en rejoignant ces condamnations. Le Qatar a vivement réagi en condamnant l'assassinat de Haniyeh, le ministère qatari des Affaires étrangères qualifiant l'attaque de "violation flagrante du droit international et humanitaire" et mettant en garde contre une "escalade dangereuse" dans la région.

## L'OCI CONDAMNE FERMEMENT UN ACTE TERRORISTE

L'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) a vivement condamné, mercredi, l'assassinat du chef du Bureau politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, lors d'un raid israélien dans la capitale iranienne, Téhéran. L'OCI a exprimé ses plus sincères condoléances aux dirigeants et au peuple palestinien, qualifiant cet acte de "crime" et d'"escalade dangereuse", qui s'inscrit dans la continuité des violences quotidiennes subies par le peuple palestinien et viole de manière flagrante toutes les normes et règles internationales. L'Organisation a réaffirmé son soutien indéfectible à la lutte légitime du peuple palestinien pour ses droits nationaux inaliénables, incluant le retour, la liberté, l'indépendance, et la création d'un État palestinien indépendant avec Al-Qods Al-Sharif comme capitale.

M. Seghilani

EN RÉPONSE À L'ASSASSINAT D'ISMAÏL HANIYEH

# La Résistance palestinienne vise des objectifs sionistes

La résistance armée palestinienne à Gaza se poursuit avec intensité au dixième mois de la guerre israélienne, ciblant de manière stratégique les forces de l'occupation sioniste depuis le 7 octobre.

Le 299<sup>e</sup> jour de l'offensive israélienne contre Gaza, le mouvement de résistance islamique (Hamas) a annoncé l'assassinat de son chef de bureau politique, Ismaïl Haniyeh, dans la capitale iranienne, Téhéran. Le Hamas a précisé que Haniyeh a été tué lors d'une attaque israélienne sur sa résidence à Téhéran. Un dirigeant du Hamas a affirmé que cet assassinat ne resterait pas impuni, tandis que les Gardiens de la révolution iraniens ont annoncé qu'ils enquêtaient sur l'incident et révéleraient les résultats plus tard. En réponse, la résistance a ciblé un véhicule militaire israélien avec un projectile RPG et a frappé les environs de la zone avec des obus de mortier dans le camp de Shaboura à Rafah. La résistance a précisé aussi avoir réussi hier matin deux opérations de tir. La première a touché un colon extrémiste à bout portant près de la colonie de Kiryat Arba, tandis que la deuxième a visé une force sioniste près de la mosquée Ibrahimiyah. Les Brigades ont revendiqué ces deux opérations. Ces actions selon le communiqué sont une réponse rapide à l'assassinat lâche de notre grand leader national, le martyr Ismaïl Haniyeh. Nous affirmons également que le gouvernorat d'El-Khalil sera en première ligne pour la réalisation d'opérations de qualité dans les jours à venir, alors que les troupes israéliennes ont tué 45 civils et blessé 77 autres au cours des dernières 24

heures, lors de trois massacres contre des familles. Hier, huit civils palestiniens ont été tués lors de raids israéliens violents dans la localité d'Al-Zawayda, au centre de la bande de Gaza. Selon notre correspondant, un drone israélien a ciblé un groupe de citoyens près de la compagnie électrique dans la région de Zawayda, tuant quatre personnes, transportées ensuite à l'hôpital de Shuhada Al-Aqsa à Deir Al-Balah. Depuis le 7 octobre, les forces israéliennes poursuivent leur agression contre Gaza par voie terrestre, maritime et aérienne, tuant 39 445 personnes, dont une majorité sont des enfants et des femmes. Des milliers de victimes restent sous les décombres ou sur les routes, inaccessibles aux ambulances et aux équipes de secours. En outre, environ 91 073 personnes ont été blessées depuis le début de l'attaque, qui se poursuit depuis plus de neuf mois. De nombreux blessés restent coincés sous les décombres ou sur les routes, les équipes de secours étant incapables de les atteindre.

## DES EXPERTS DES DROITS DE L'HOMME EXIGENT LE RESPECT DE LA DÉCISION DE LA CIJ SUR L'OCCUPATION ISRAËLIENNE

Des experts indépendants des droits de l'Homme ont appelé les États membres des Nations unies à se conformer immédiatement à la décision de la Cour internationale de Justice (CIJ) concernant la présence d'Israël dans les territoires palestiniens occupés. Le 19 juillet dernier, la CIJ a rendu une décision historique déclarant que l'occupation israélienne

de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est est illégale, tout comme les activités de colonisation, l'annexion et l'exploitation des ressources naturelles associées. Le tribunal a également affirmé que les lois et les mesures israéliennes enfreignent l'interdiction internationale de l'apartheid. Il a exigé qu'Israël mette fin à son occupation, démantèle ses colonies, indemnise pleinement les victimes palestiniennes et facilite le retour des réfugiés.

Dans une déclaration commune, 40 rapporteurs de l'ONU sur les droits de l'Homme ont souligné : « L'avis consultatif réaffirme les normes interdisant l'annexion, les colonies et l'apartheid. Il doit être considéré comme déclaratif et contraignant pour Israël ainsi que pour tous les pays soutenant l'occupation ». Les experts ont précisé que la Cour avait rejeté l'idée selon laquelle l'autodétermination palestinienne devrait être obtenue uniquement par des négociations bilatérales avec Israël. Ils ont réaffirmé que l'apartheid est absolument inacceptable et ont exprimé l'espoir que la décision de la CIJ marquera le début de la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la paix basée sur la liberté pour tous. Ils ont salué la reconnaissance par la Cour que la transformation de l'occupation en annexion, par la démolition de maisons, le refus de permis de construire et la saisie de terres, viole les normes interdisant le recours à la force pour annexer des territoires occupés. Les experts ont ajouté que l'avis consultatif de la CIJ est un outil crucial pour rétablir le respect du

droit international, en particulier en cette période où la Cour examine également une affaire sur les violations israéliennes de la Convention sur le génocide. Ils ont noté que cet avis consultatif intervient 20 ans après une décision précédente de la Cour, qui avait jugé que le mur de séparation et l'expansionnisme apartheid étaient contraires au droit international, une décision largement ignorée par Israël et les États membres de l'ONU, permettant une politique d'impunité. « Depuis la décision du 19 juillet, Israël a intensifié ses attaques contre la population civile de Gaza et ses ressources naturelles. Nous appelons à un embargo sur les armes, à la fin de toutes les transactions commerciales nuisibles aux Palestiniens, et à des sanctions ciblées, y compris le gel des avoirs, contre les individus et les entités israéliennes impliquées dans l'occupation illégale et les politiques d'apartheid », ont déclaré les experts. « Israël doit se conformer à cet avis consultatif, ainsi qu'aux autres ordonnances de la CIJ cette année, et cesser de se comporter comme s'il était au-dessus des lois », ont-ils ajouté. Il est important de noter que les rapporteurs spéciaux et les experts indépendants sont nommés par le Conseil des droits de l'Homme à Genève, un organisme intergouvernemental chargé de promouvoir et de protéger les droits de l'Homme dans le monde. Ces postes sont honorifiques et les experts ne sont pas employés par les Nations unies et ne reçoivent aucune rémunération pour leur travail.

M. S.

POUR INTENSIFIER SA RÉPONSE AUX CATASTROPHES AU SOUDAN DU SUD

# Le PAM demande 248 millions de dollars

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déclaré mardi avoir besoin de 248 millions de dollars pour intensifier son assistance humanitaire au Soudan du Sud jusqu'à janvier 2025 en réponse aux inondations et aux autres risques de catastrophe.

Le PAM a indiqué que 53 millions de dollars sur ce total seraient alloués à la réponse à la crise au Soudan, et 60 millions de dollars aux efforts de réponse aux inondations. "Les fortes populations de retours au pays, les projections d'inondations, le conflit et les perturbations des systèmes économiques et alimentaires contribuent à la dégradation des conséquences", indique le PAM dans son dernier rapport. Le Soudan du Sud est l'un des 18 points chauds dans le monde où la sécurité alimentaire se dégrade, selon les alertes anticipées publiées par le PAM et par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) concernant les perspectives d'insécurité alimentaire aigue de juin à octobre. L'escalade du conflit dans les Etats soudanais de Sennar, du Nil Bleu, et du Kordofan occidental pourrait générer des afflux



supplémentaires de réfugiés et de retours au Soudan du Sud, a indiqué le PAM. Les afflux importants potentiels vers des lieux comme Renk pourraient mettre sous tension la capacité des sites de transit en raison des ressources limitées et compliquer la réponse humanitaire, selon la même source.

ÉTHIOPIE

## Un financement de 1,5 milliard USD de la BM

Le conseil d'administration de la Banque mondiale (BM) a validé un plan de financement de 1,5 milliard de dollars pour l'Éthiopie, au lendemain de l'annonce par le FMI d'un programme d'aide pour le pays d'Afrique de l'Est d'un montant total de 3,4 milliards de dollars. Ces annonces des bailleurs internationaux interviennent après les annonces par les autorités d'Addis Abeba de la libéralisation du régime de change, qui entraîne un taux de change libre pour la monnaie locale, le birr, ainsi que la fin des restrictions d'accès aux devises étrangères. Le plan de financement de la Banque mondiale "consiste en un don d'un milliard

de dollars et un crédit (...) de 500 millions de dollars de l'Association internationale de développement" (IDA), l'agence de la Banque mondiale qui prête aux pays les plus pauvres, a annoncé la BM dans un communiqué. Ce financement "soutient les réformes locales qui aideront à terme le pays à passer à une économie plus inclusive permettant au secteur privé de contribuer plus fortement à la croissance", a poursuivi la Banque mondiale. "Il est important de souligner qu'il est fortement mis l'accent sur la protection des populations pauvres et vulnérables contre les coûts de l'ajustement économique" a déclaré

Maryam Salim, directrice des opérations de la Banque mondiale pour l'Erythrée, l'Éthiopie, le Soudan du Sud et le Soudan, citée dans le communiqué. L'Éthiopie a enregistré des taux élevés de croissance économique - souvent supérieure à 10% annuels - entre 2004 et 2019. Mais son économie a subi les contrecoups de la pandémie de Covid et du conflit en Ukraine notamment. La croissance a ralenti, s'établissant à 5,9% en moyenne entre 2020 et 2023, tandis que l'inflation a explosé passant de 20,4% à 30,2% sur la même période, selon la Banque mondiale.

R.I.

CÔTE D'IVOIRE

## L'exécutif lance une enquête sur l'impact du sida sur la population

Une étude sur l'impact du VIH/sida sur la population en Côte d'Ivoire débute aujourd'hui, jeudi dans le grand Abidjan avant de s'étendre sur l'ensemble du territoire national, à l'initiative du gouvernement ivoirien soucieux de recueillir des informations pertinentes sur l'épidémie et d'adapter sa politique de lutte. L'étude devrait permettre d'estimer la prévalence de la charge virale du VIH au niveau national et dans les districts administratifs, d'évaluer son incidence et d'apprécier les comportements à risques afin d'orienter les politiques et de fixer les priorités en financement, indique une note d'information du ministère de la Santé. La collecte des données a pour cible les personnes âgées de 15 à 27 ans, en raison des ravages du sida sur cette tranche d'âge, et permettra à 20.000 personnes de donner leur avis. Il s'agit de la deuxième étude du genre après celle réalisée en 2017, traduisant la volonté du

gouvernement de mieux comprendre la nouvelle dynamique et d'orienter les futures interventions de la lutte contre le VIH, dans sa vision d'éliminer le VIH comme menace de santé publique d'ici 2030, selon la note d'information. En Côte d'Ivoire, la politique de généralisation et de gratuité du traitement antirétroviral a permis de sauver de nombreuses vies de personnes vivantes avec le VIH et de faire baisser la prévalence de la maladie à 1,82% en 2023, contre 4,7% en 2010. "Le sida, qui était la première cause de décès chez les adultes dans les années 1990, est relégué au 5e rang des causes de décès", selon la même source. La Côte d'Ivoire a amorcé sa transition épidémiologique depuis 2017 avec une baisse à la fois du nombre de nouvelles infections au VIH à l'ordre de 66% entre 2010 et 2023 et une baisse de 70% du nombre de décès liés au sida durant la même période, selon le ministère de la Santé.

R.I.

RD CONGO

## Au moins 25 morts dans un naufrage sur le fleuve Congo

Au moins 25 personnes sont mortes dans le naufrage d'un bateau surchargé appelé baleinière, sur le fleuve Congo, dans le centre-est de la République démocratique du Congo, ont indiqué les autorités locales. Le naufrage a eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi, à proximité de la ville de Kindu, chef-lieu de la province du Maniema, selon plusieurs sources locales. "Nous avons repêché 25 corps", a déclaré Moussa Kabwankubi Moïse, gouverneur du Maniema, précisant qu'il s'agissait d'un "bilan provisoire". "La navigation nocturne et la surcharge de la baleinière seraient les causes principales" du naufrage, a-t-il précisé. Un nombre inconnu de passagers sont portés disparus. "Il y a beaucoup de disparus. Nous continuons les recherches pour retrouver d'autres corps", a dit le maire de Kindu, Augustin Mulamba Atibu. "On ne connaît pas le nombre exact de personnes dans la baleinière", a indiqué Stéphane Kamundala, président de la société civile du Maniema. Il n'existerait selon lui aucune liste de passagers, ou "manifeste", permettant d'estimer le nombre de disparus. Les autorités en charge de la navigation "sont incapables de nous donner le nombre de passagers qui étaient dans le bateau", a-t-il affirmé. Le gouverneur du Maniema a annoncé la mise en place d'une commission d'enquête.

R.I.

CENTRAFRIQUE

## Le CS de l'ONU lève l'embargo territorial sur les armes

Le Conseil de sécurité de l'ONU a levé l'embargo territorial sur les armes visant la Centrafrique, une victoire diplomatique pour Bangui qui dénonçait une sanction "injuste" même si les forces gouvernementales en étaient exclues depuis un an. Dans une résolution adoptée à l'unanimité, le Conseil "décide de lever l'embargo sur les armes" mis en place en 2013 après le début de la guerre civile. Il décide toutefois dans le même temps d'interdire jusqu'au 31 juillet 2025 les ventes d'armes à destination des "groupes armés" opérant dans le pays. Une interdiction de fait déjà en place. En juillet 2023, le Conseil avait en effet prolongé d'un an le cadre général de l'embargo sur les armes, mais en excluant celles destinées aux forces gouvernementales. Un an plus tard, la nouvelle résolution répond aux revendications centrafricaines, en renversant le mécanisme. "Il aura fallu des mois, des années, pour mettre un terme à une sanction qui, comme je l'ai toujours dit ici, en 2013 pouvait sembler juste mais qui aujourd'hui est devenu injuste", a commenté la ministre centrafricaine des Affaires étrangères Sylvie Baïpo Temon à l'issue du vote. "Cette victoire diplomatique constitue une première étape qui redonne dignité à la République centrafricaine et à son peuple en faisant de la diplomatie centrafricaine un modèle de persévérance et de détermination dans la quête d'un monde plus juste", a-t-elle ajouté, saluant un "tournant historique".

R.I.

LIBYE

## Rapatriement de migrants nigériens et maliens dont des femmes et des enfants

Les autorités libyennes ont annoncé l'envoi rapatrié vers leurs pays respectifs 369 Nigériens et Maliens en situation irrégulière, dont plus d'une centaine de femmes et d'enfants. "L'Organe de lutte contre l'immigration clandestine (DCIM) a organisé des rapatriements vers leurs pays de migrants en situation irrégulière", avec deux vols: "le premier transportant 204 Nigériens et le second 165 Maliens", a déclaré aux médias le général Mohamed Baredaa, un responsable du DCIM, rattaché au ministère de l'Intérieur. Parmi les ressortissants nigériens, on a dénombré 108 femmes, 18 mineurs et neuf bébés. Il s'agit de "départs volontaires organisés en coordination avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)", a assuré le responsable. L'OIM aide, à travers un programme de retour humanitaire volontaire (VHR), les migrants bloqués en Libye ou en situation de vulnérabilité. Le général Baredaa a, en outre, affirmé que les interpellations étaient menées "après dépôt d'une plainte au DCIM par les municipalités" où se trouvent les migrants et effectuées sur "ordre du procureur" concerné. Le 10 juillet, le ministre de l'Intérieur Imed Trabelsi avait chiffré à "près de 2,5 millions" le nombre d'étrangers, sur près de sept millions d'habitants, affirmant que "70 à 80% (étaient) entrés de manière illégale".

R.I.

**CONSTANTINE.** RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

# Raccordement de près de 3 800 logements

Près de 3.800 logements toutes formules confondues ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz au courant du mois de juillet, dans différentes zones d'habitation relevant de la wilaya de Constantine, a indiqué lundi le directeur de distribution de l'électricité et du gaz d'Ali Mendjeli.

La plus grande partie de ce nombre global, soit 3.074 foyers, inscrits au titre de l'exercice 2024, est implantée dans divers sites de la circonscription administrative Ali Mendjeli dont 2.260 logements publics locatifs (LPL), 614 logements promotionnels aidés (LPA) et 200 unités location-vente de l'agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), a précisé à l'APS Tahar Bezghoud. Pour ce qui est des 686 habitations restantes, elles sont réparties sur les communes d'El Khroub et d'Ouled Rahmoune, a ajouté M. Bezghoud soulignant que 400 foyers sont situés dans la localité de Bou nouara et 100 à El Guerah, dans la commune d'Ouled Rahmoune, alors que 100 autres sont implantés dans la ville Massinissa et 86 à la localité de Salah Derradji (El Khroub). La concrétisation de ces nouvelles opérations a consisté en l'installation d'un réseau global de 46,2 km de lignes électriques de moyenne et basse tensions ainsi que 9 km de gaz naturel, a révélé, M. Bezghoud, ajou-



tant que ces opérations ont nécessité 230 millions DA, a-t-il fait savoir. Il est à noter que la direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Ali Mendjeli couvre actuel-

lement cinq (5) communes (Aïn Abid, El Khroub, Aïn Smara, Ouled Rahmoune et Ben Badis) en plus de la circonscription administrative Ali Mendjeli.

**MOSTAGANEM.** POUR PRÉPARER LA CAMPAGNE D'ARRIÈRE-SAISON

## Des facilités accordées aux producteurs de pomme de terre

Les producteurs de pomme de terre de la wilaya de Mostaganem ont bénéficié de plusieurs facilités pour la préparation de la campagne de production d'arrière-saison, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya. Le wali de Mostaganem Ahmed Boudouh a tenu, dimanche, une réunion consacrée aux facilités accordées aux agriculteurs, dans le cadre de la préparation de la campagne de labours-semences de pomme de terre d'arrière saison, qui sera lancée dans les prochains jours. Dans ce cadre et après avoir écouté les préoccupations de 27 producteurs locaux de pomme de terre, le wali a pris une batterie de mesures et dispositions visant à doubler les superficies réservées à ce tubercule d'arrière-saison et garantir l'abondance dans les marchés régionaux et natio-

naux, a-t-on ajouté. Dans ce cadre, M. Boudouh a ordonné de faciliter les mesures d'octroi de fonçage de puits aux agriculteurs concernés par cette opération, de fournir les engrais et les semences nécessaires et de réserver un guichet au niveau de la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR) pour la gestion de l'opération d'obtention de crédits. Le même responsable a exhorté les producteurs à élargir des superficies emblavées, lors de la prochaine campagne, et le passage de moyens conventionnels aux moyens modernes, notamment avec l'utilisation de moyens de labours-semences et d'irrigation modernes, contribuant à l'abondance de ce produit essentiel dans la chaîne alimentaire algérienne. Le wali a, en outre, mis l'accent sur la nécessité de la coordination entre tous

les secteurs concernés par cette campagne, dont l'octroi aux producteurs de permis de fonçage de puits avant la fin du mois d'août prochain.

La production de la wilaya de Mostaganem en pomme de terre de saison, dont la campagne a été achevée dernièrement, a atteint plus de 3,2 millions de quintaux, dont 57.000 qx destinés aux semences pour satisfaire les besoins agricoles pour la campagne d'arrière-saison, a ajouté la direction de wilaya des services agricoles. La wilaya de Mostaganem, dont la production a atteint, l'année dernière, plus de 4 millions de qx de pomme de terre, notamment au deuxième trimestre (3,5 millions de qx), à la faveur de la campagne de saison et le 4<sup>ème</sup> et dernier trimestre (500.000 qx), grâce à la campagne d'arrière-saison.

**KHENCHELA.** HABITAT

## Les travaux de réalisation de 1.500 logements publics locatifs "bientôt" lancés

La construction de 1.500 logements publics locatifs (LPL), inscrits au titre du programme de l'année 2024, sera "bientôt" entamée, a indiqué, lundi, le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Riad Abdelaziz. Le lancement des travaux sera effectué "au cours des mois d'août et de septembre prochains" à travers 11 communes de la wilaya de Khenchela, "après l'identification par les services de l'OPGI des entreprises chargées de la réalisation, et le choix des terrains devant accueillir cet important quota", a indiqué le même responsable à l'APS. M. Abdelaziz a également précisé, à ce propos, que cet ensemble de logements est prévu dans les communes de Khenchela (600 unités), de Kaïs (150), d'El Mahmel (130), de

Chechar et d'Ouled Rechache (240), de Bouhmama et d'El Hamma (200), de Baghaï et de Taouzianet (100), d'Ensigna et de Tamza (80). Ajoutant que l'enveloppe financière allouée à ce projet de 1.500 LPL, y compris les VRD (voirie et réseaux divers), est estimée à 5,25 milliards de dinars, le même responsable a indiqué que les délais de réalisation de cet ensemble de logements varient "entre 14 et 18 mois". Pour rappel, plus de 4.300 logements relevant des différentes formules d'habitat ont été distribués dans la wilaya de Khenchela au cours du mois de juillet en cours, dont 1.978 LPL et 559 logements promotionnels aidés (LPA), en plus de 1.500 aides à l'habitat rural et 300 lots de terrain à bâtir dans le cadre des lotissements sociaux.

## JIJEL. COMMUNES D'EL AOUANA ET D'EL MILIA 400 millions de dinars alloués à la réfection de l'éclairage public

Une enveloppe financière de 400 millions de dinars a été allouée pour la réfection de l'éclairage public le long de la route nationale n 43 dans son segment de 70 km reliant les communes d'El Aouana et d'El Milia (Jijel), a indiqué, lundi, le directeur par intérim des travaux publics, Adel Lechhab. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que la réfection de l'éclairage a été subdivisée en trois parties afin d'achever le projet dans les plus brefs délais, avant d'ajouter que la partie située sur le tronçon El Aouana-Jijel, entamée mais non achevée par les services de la commune d'El Aouana, sera entièrement reprise, tandis que la partie Jijel-El Mila (40 km) sera "totalement rénovée". M. Lechhab a également souligné que des lampes économes en énergie, de type "Led" seront utilisées tout le long du tracé de 70 km afin d'assurer un éclairage de haute qualité, et de contribuer au confort et à la sécurité des usagers de la route.

**OUARGLA.** LUTTE CONTRE

LA FIÈVRE APHTEUSE

## Plus de 480 bovins vaccinés

Un cheptel de 487 têtes bovines a été vacciné contre la fièvre aphteuse à travers la wilaya d'Ouar gla, dans le cadre d'une campagne de lutte contre les zoonoses lancée fin mai dernier dans la région, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA). Cette campagne, qui vient d'être achevée, a vu la mobilisation des moyens humains et logistiques nécessaires, dont la réquisition de vétérinaires des secteurs public et privé, en plus de la réception du laboratoire régional de Laghouat de 500 doses de vaccin pour prémunir le cheptel, a indiqué l'inspecteur vétérinaire principal, Khamra El-Bouti. Un cheptel bovin de 320 têtes a été, par ailleurs, vacciné contre la fièvre Maltaise, dont deux cas confirmés ont été décelés dans les daïras de N'goussa et Ouargla, a-t-il fait savoir. Toutefois, aucun cas de dermatose nodulaire bovine contagieuse n'a été signalé dans la wilaya d'Ouar gla, a relevé l'inspecteur vétérinaire avant de faire part d'une batterie de mesures prises à travers notamment des sorties régulières sur le terrain pour s'enquérir de la situation des étables et écuries et des hangars d'élevage bovin. Outre la sensibilisation sur la nécessaire proscription des déplacements du cheptel, il a été recommandé l'aspersion d'insecticides au niveau des étables, foyers de vecteurs de transmission, en vue de prévenir toute contagion du cheptel. La campagne de sensibilisation a donné lieu également à l'animation d'émissions radiophoniques sur la menace sanitaire de cette pathologie, en plus de la distribution aux agriculteurs et éleveurs de dépliants renfermant des conseils sur les voies de prévention.

**EL-MENIÂÂ.** SONELGAZ

## Lancement des projets de raccordement des quartiers aux réseaux d'électricité et de gaz

Des projets de raccordement de plusieurs quartiers aux réseaux d'électricité et de gaz naturel ont été lancés dans la wilaya d'El Meniaâ, a-t-on appris lundi de la cellule de communication de la société de distribution d'électricité et du gaz (Sonelgaz). La première tranche de cette opération comprend dans la commune de Hassi El Gara, le raccordement de la cité "El Menasria" au réseau du gaz naturel sur une distance de 3,2 kilomètres linéaires, et 132 branchements, a-t-on indiqué. Il s'agit aussi du raccordement de la même cité au réseau d'électricité sur une longueur de 800 mètres, qui représente une extension du réseau de distribution, a-t-on expliqué. Des travaux de raccordement du quartier "Tin Bouzid" au réseau électrique sur une distance de 4,3 kilomètres linéaires, avec la réalisation d'un transformateur électrique, ont été également lancés dans la commune d'El Méniââ. Le secrétaire général (SG) de la wilaya d'El-Méniââ, Bachir Manoun a lors du lancement de ces projets souligné la nécessité de respecter les normes requises durant les travaux de ces opérations, qui constituent une revendication des habitants de ces quartiers, et qui s'inscrivent, a-t-il dit, dans le cadre des efforts de la direction de distribution pour le raccordement des différentes régions de la wilaya aux réseaux d'électricité et de gaz naturel.



BOUMERDÈS. DSA

## Hausse de 900 ha du vignoble local en une année

La superficie réservée à la viticulture dans la wilaya de Boumerdes a connu une hausse de 900 ha entre 2023 et 2024, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Ces 900 ha supplémentaires de vignes, déjà entrées en production, a porté la superficie totale du vignoble local à plus de 20.000 ha, a indiqué la cheffe du bureau de production agricole à la DSA, Fatima Akrouf.



La superficie dédiée à la viticulture à Boumerdès représente 31% de la Surface agricole utile (SAU) de la wilaya et 70 % de la superficie irriguée, a-t-elle ajouté. Mme Akrouf a souligné, en outre, que la wilaya qui couvre 53 % des besoins nationaux en raisin,

œuvre au maintien de sa place de leader à l'échelle nationale en matière de production de différentes variétés de ce fruit, affirmant la "poursuite de l'extension du vignoble local dans les prochaines années". Une grande partie des nouveaux vignobles était des terres incultes ayant

fait l'objet d'importantes opérations de mise en valeur, tandis que le reste sont des terres agricoles inexploitées qui ont été récupérées et redistribuées à des agriculteurs pour les cultiver, a-t-elle précisé.

À noter que la wilaya assure la production de 11 variétés de raisins dominée par le "Sabel"

cultivé sur près de 50% du vignoble local, suivi par le "Cardinal" (19%) et le "Red Globe" (18%). La récolte du raisin, qui a débuté fin juin dernier pour se poursuivre jusqu'à fin novembre prochain, est axée actuellement sur la variété "Cardinal", selon la DSA.

BLIDA. EAU POTABLE

## Entrée en service de nouvelles structures

De nouvelles structures de production d'eau ont été mises en service, lundi, dans la wilaya de Blida dans le but de renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) et contribuer à la couverture des besoins de la wilaya en cette ressource vitale, a-t-on appris auprès de la direction locale des ressources en eau (DRE). Réalisées dans le cadre du programme d'urgence portant sur la construction de 25 forages hydrauliques durant l'exercice

2024 et qui sont tous entrés en exploitation, ces nouvelles structures sont de nature à assurer un apport supplémentaire de près de 2.600 m<sup>3</sup> d'eau/jour, ce qui permettra d'améliorer l'approvisionnement de la population en cette ressource, est-il ajouté de même source. Entre autres projets mis en service aujourd'hui, le 3e système de production d'eau potable comptant deux forages et destiné à alimenter la nouvelle ville de Bouinane ainsi que les communes de Chebli et Boufarik, au nord de la wilaya, selon les explications fournies sur place. La DRE a également mis en service un nouveau forage d'une capacité de production de près de 1.000 m<sup>3</sup> d'eau/jour, qui s'ajoutera à quatre (4) autres forages entrés en exploitation en

début d'année au profit des communes de Ouled Slama, Bougara, Meftah et Larbâa, à l'Est, et qui enregistrent ces dernières années une augmentation de leurs populations. La commune de Mouzaïa (Ouest) a bénéficié, pour sa part, d'un nouveau forage d'eau qui s'ajoutera aux quatre (4) entrés en exploitation en début d'année, ce qui a amélioré l'alimentation en eau potable des habitants des communes d'El Affroun, Ain Romana et Mouzaïa. À noter que le secteur local des ressources en eau sera aussi renforcé avec 16 nouveaux forages d'eau durant le mois d'août prochain, dans le but d'instaurer un équilibre entre les régions en matière d'AEP, selon la même source.

SKIKDA. EN PRÉVISION DE LA PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE

## Réception attendue de plus de 30 projets

Plus de 30 projets relevant du secteur de l'Éducation nationale, en phase d'achèvement dans la wilaya de Skikda, seront réceptionnés pour la prochaine rentrée scolaire (2024-2025), a annoncé, lundi, le wali, Mme Houria Meddahi. Dans une allocution prononcée à l'ouverture de la 2ème session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), la responsable de l'exécutif local a précisé qu'il s'agit de 4 groupes scolaires, de 2 collèges d'enseignement moyen (CEM), de 5 lycées, de 14 cantines scolaires, de 2 unités de dépistage et de suivi (UDS) et de plusieurs classes d'extension. Ces projets, pour lesquels une enveloppe financière de 2 milliards de dinars a été allouée dans le cadre de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, visent à assurer une rentrée des classes dans de bonnes conditions et à améliorer les conditions de scolarité dans les trois paliers de l'enseignement, a ajouté Mme Meddahi. Les travaux de la 2ème session ordinaire de l'APW sont consacrés à l'examen des comptes administratifs de l'exercice 2023 et au projet de budget supplémentaire pour l'année 2024.

TIZI-OUZOU. ÉDCUATION

## Réception de 8 établissements scolaires à la prochaine rentrée

Huit établissements scolaires seront réceptionnés dans la wilaya de Tizi-Ouzou à la prochaine rentrée scolaire, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'Éducation nationale. Sur ces huit nouvelles structures, cinq sont des écoles primaires sises notamment dans les nouveaux pôles urbains et sites d'habitation intégrés, deux sont des collèges d'enseignement moyen (CEM), la huitième est un lycée, a précisé la même source. Les écoles primaires se répartissent sur le pôle d'Imlél à Azazga, la cité 1.500 logements publics locatifs (LPL) de la zone des dépôts de Tizi-Ouzou, la cité 2.000 LPL du pôle d'excellence

(Tizi-Ouzou), la cité 538 LPL+458 logements location-vente à Boghni et la cité 1.000 LPL de Tamda dans la commune de Ouaouguenoune, a-t-on indiqué. Concernant le cycle moyen, il sera renforcé à la prochaine rentrée scolaire par la réception d'un CEM (type base 7) au nouveau pôle urbain d'Imlél et d'un autre collège à Agouni Oucharki dans la commune d'Aghribs, a informé la même source. Pour le cycle secondaire, il est prévu la réception d'un lycée 800 places/200 rations au pôle d'Imlél, selon la direction de l'éducation qui a fait état aussi de la réouverture de deux autres établissements qui étaient fermés, l'un à Tala Mokar (commu-

ne de Sidi Naâmane) et l'autre au village Ahmil dans la commune de Yakourene. Sur l'ensemble de ces établissements prévus à la réception à la prochaine rentrée, trois parmi les cinq écoles primaires, le CEM et le lycée, ont été déjà équipés. Pour le reste, la direction de l'éducation a noté que leurs équipements ont été déjà acquis et seront placés aussitôt les projets livrés. A noter que la wilaya de Tizi-Ouzou compte un total de 75 lycées, 184 CEM et 671 écoles primaires en plus de près de 12.000 salles de classes dans les trois paliers de l'éducation et auxquels s'ajoutent 28 établissements dans les trois paliers relevant du secteur privé

## MASCARA. POMME DE TERRE Plus de 1,4 million de quintaux attendus cette saison

La wilaya de Mascara prévoit une production de plus de 1,4 million de quintaux de pomme de terre, au titre de la saison agricole en cours, a-t-on appris, lundi, du directeur des Services Agricoles Mohamed Amine Djebiri. M. Djebiri a indiqué qu'une opération de collecte de ce produit a été lancée, prévoyant une production estimée à plus de 1,3 million de quintaux de pomme de terre de consommation et plus de 133.000 quintaux de pomme de terre de semences, avec une prévision pouvant atteindre un rendement compris entre 250 et 290 quintaux l'hectare, selon les données de l'antenne de la délégation agricole. Au cours de cette saison agricole, plus de 5.500 hectares de terres réservées à la pomme de terre de saison ont été emblavés, dont 534 ha destinés à la production de semences, selon la même source. Le même responsable prévoit une "augmentation" de la production de pomme de terre saisonnière, par rapport à celle de la dernière campagne agricole, au cours de laquelle près de 1,3 million de quintaux de pomme de terre ont été produits, imputant cette hausse à l'extension de la superficie consacrée à cette culture stratégique. Afin de développer la filière de la pomme de terre, lors la saison agricole prochaine, la chambre de l'agriculture de la wilaya a lancé, récemment, en coordination avec la direction des services agricoles et le Conseil interprofessionnel de la filière pomme de terre, ainsi que la fédération des producteurs de pomme de terre de la wilaya, un programme de travail comprenant l'organisation de l'opération de récolte et de stockage de "grandes quantités" dans les chambres froides dont dispose la wilaya. La culture de pomme de terre non saisonnière est répandue dans les régions du sud-ouest de la wilaya de Mascara, à l'instar des communes de Ghriss, Froha, Maoussa, Sidi Kada, Hachem et Sidi Bousaïd, où la direction des services agricoles dénombre plus d'un millier d'agriculteurs affiliés à cette culture.

TÉBESSA. SDE

## Plus de 600 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique

Pas moins de 614 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique à travers les différentes communes de la wilaya de Tébessa, a indiqué, lundi, la responsable de la communication de la Société de distribution de l'électricité et du gaz, Nardjess Benarfa. La même responsable a précisé que les 614 exploitations agricoles ayant bénéficié de l'énergie électrique sont spécialisées dans de nombreuses filières agricoles et constituent des pôles agricoles par excellence. L'opération de raccordement, entamée en 2021, a nécessité l'extension des réseaux de distribution de l'électricité sur plus de 358 km, selon la même source qui a souligné que cette action "permettra aux agriculteurs d'exercer leurs activités dans de bonnes conditions et les encouragera à diversifier leur production afin de contribuer efficacement au développement de l'agriculture, notamment de la céréaliculture". Mme Benarfa a déclaré que la Société de distribution envisage de raccorder, en coordination avec la direction des services agricoles (DSA), 1.939 autres exploitations agricoles, les travaux devant débiter "très prochainement".

LE DERNIER JUDOKA ALGÉRIEN AUX JO DE PARIS CONCOURRA DEMAIN  
**Belkadi, une élimination et de gros regrets**

Après le boxeur Mourad Belkadi, c'est une autre prétendante à une médaille de l'Algérie lors de la 33<sup>e</sup> édition des jeux olympiques qui se poursuivent à Paris qui déçoit au cours de la quatrième journée de la messe sportive planétaire.

On fait allusion à la judokate algérienne Amina Belkadi (-63 kg), qui a été "bêtement" éliminée aux huitièmes de finale, suite à une "erreur technique" qui lui a coûté cher avant 30 secondes seulement de la fin du combat dans laquelle elle menait pourtant face à la vice championne du monde, la Slovène Andreja Leski.

A l'issue de cette amère élimination, la fille de Tlemcen s'est exprimée pour afficher son regret d'avoir laissé passer une belle opportunité pour monter sur le podium, sachant que son coéquipier Driss Messaoudi, sur lequel beaucoup d'espoirs reposaient en judo, s'est retiré à sa manière de son premier combat après avoir hérité d'un judoka de l'entité sioniste.

"J'ai commis une erreur technique qui m'a coûté la qualification en quarts de finale. Mon adversaire a réussi à



Pbs : DR

me maintenir au sol et je ne suis pas parvenue à sortir de son piège", a déclaré Belkadi, qui participe à ses premiers JO.

La judokate de 31 ans, qui nourrissait l'ambition de rééditer l'exploit de Soraya Haddad aux olympiades de Pékin en 2008, en visant une place sur le podium de sa catégorie, a bien entamé son parcours en s'imposant en 16<sup>e</sup> de finale contre la Vénézuélienne Anriquelis Barrios par un Waza-ari. En huitième, la judokate algérienne a

rapidement mené au score face à la vice-championne du monde, la Slovène Andreja Leski, avant de subir un ippon dans la pénultième minute du combat.

"Je ne m'attendais pas à ce scénario. Quand j'ai réussi à marquer un point, je me voyais en quarts de finale. J'ai tout fait pour garder cet avantage, mais c'est les Jeux olympiques et l'exigence du haut niveau, tout

peut changer en une fraction de seconde", a-t-elle encore expliqué.

Le dernier judoka algérien engagé aux JO 2024, Mohamed El Mehdi Lili (+100 kg) fera son entrée en lice demain vendredi, face à l'émirati Magomedomarov Magomedomar, pour le compte des 16<sup>es</sup> de finale à l'Arena du Champs de Mars.

Hakim S.

APRÈS DE LONGUES TERGIVERSATIONS

**Belaili embarque à l'ES Tunis**

Le feuilleton de l'international algérien Youcef Belaili avec le champion d'Algérie en titre, le MC Alger, a connu enfin son épilogue après que le joueur a débarqué, mardi soir, à Tunis pour rejoindre son ancien-nouveau club, l'Espérance de Tunis. En se rendant dans la capitale tunisienne, Belaili a mis une fin à son aventure avec le MCA où il a joué l'espace d'une saison au cours de laquelle il a grandement contribué au titre de champion gagné par ce club après 14 ans de disette. Et même si la direction du club phare de la capitale algérienne avait annoncé, dimanche dernier, via un communiqué de presse avoir tout conclu avec l'EST pour le transfert de Belaili vers ce club, le joueur a énormément tergiversé avant de s'envoler vers Tunis.

Selon son entourage, il aurait souhaité rester au Mouloudia, sauf que la direction de ce dernier n'a pas réagi positivement aux tentatives de certains intermédiaires pour annuler le transfert de l'enfant d'Oran vers l'EST.

Du coup, le désormais ex-ailier gauche de la formation de Bab El Oued, qui a brillé la saison passée par ses buts et ses passes décisives, mais aussi par ses écarts disciplinaires, notamment envers les arbitres, n'a pas eu d'autres choix de réintégrer l'Espérance, club où il comptait déjà deux passages couronnés par deux trophées de Ligue des champions africains.

Le doyen des clubs algériens n'a pas révélé dans son communiqué les détails



de son accord avec l'Espérance ni la valeur du deal conclu pour le transfert de Belaili, sachant que ce dernier était lié au MCA jusqu'à l'été 2025, alors que son contrat comprenait une clause libératoire d'une valeur de deux millions d'euros.

Mais selon nos informations, la direction du MCA a fait des concessions dans ce registre, en consentant à libérer son meilleur buteur et passeur contre un peu plus de 500.000 euros.

L'international algérien a fait une brève déclaration à la presse tunisienne à son arrivée à l'aéroport de Carthage, par laquelle il a fait une promesse aux supporters des « Sang et Or », en disant : « Si Dieu

le veut, je vous rendrai heureux ».

Ce sera la troisième fois que la star des « Verts » porte le maillot de l'EST, après la première entre 2012 et 2014 et la deuxième entre 2018 et 2019, en attendant de connaître la durée du nouveau contrat qu'il signera lors de sa troisième expérience avec le club tunisien.

Le joueur de 32 ans a pu remporter 7 titres lors de ses deux précédentes expériences avec l'équipe de "Bab Souika", en gagnant le championnat tunisien à 4 reprises, le titre de la Ligue des champions africaine à deux reprises, en plus d'un seul titre de la Super Coupe de Tunisie.

H. S.

 S  
 T  
 R  
 O  
 P  
 S



BOXE

# Cindy Ngamba, la boxeuse qui se bat au nom des réfugiés

Cindy Ngamba va participer pour la première fois aux Jeux olympiques à Paris après une qualification pour le tournoi de boxe obtenue à la faveur d'un travail acharné, jamais facilité par un parcours tortueux.

La porte-drapeau de la délégation des réfugiés a appris la boxe comme la vie : à la dure. La fierté immense de représenter les réfugiés l'anime à l'approche de son entrée en lice mercredi.

A 11 ans, elle quittait son Cameroun natal. A 21 ans, elle bénéficiait finalement du statut de réfugiée au Royaume-Uni. Et voilà qu'à 25 ans, Cindy Ngamba porte fièrement le drapeau de la délégation des réfugiés, sur le deuxième bateau qui a fendu les eaux de la Seine lors de la cérémonie d'ouverture, sous les yeux de centaines de milliers de spectateurs, et plus d'un milliard de téléspectateurs, au cœur d'un spectacle historique.

"Mon frère et moi avons toujours été protégés par nos parents, mais la vie était difficile pour joindre les deux bouts, et nos parents ne voulaient pas que l'on soit dans la galère à l'avenir, donc on devait essayer d'envisager notre vie ailleurs, et de nous construire un futur plus stable" a expliqué l'athlète. Son parcours force le respect. "En 2009, à mes 11 ans, j'arrive donc à Bolton, près de Manchester. Il faisait froid, le temps était pluvieux, c'était très difficile au début !, s'est-elle remémoré pour le site Infomigrants. En plus, je faisais un énorme blocage sur la langue, je pensais que je n'y arriverais jamais, je ne comprenais rien !"

## DU FOOT AU CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE DE BOXE

Elle qui s'est essayée au football, poussée par son grand frère, avant de découvrir la boxe où elle s'est pleinement épanouie, n'a bénéficié d'aucun passe-droit, aucune porte ouverte. Son premier com-



bat s'est tenu loin des rings, en jonglant entre l'apprentissage de l'Anglais et les moqueries à l'école, dans les méandres du système administratif britannique, qui ne lui a accordé le statut de réfugié que 10 ans après son arrivée outre-Manche. Une démarche qu'elle a été forcée d'entreprendre, puisque son homosexualité, qui lui vaudrait une peine de prison au Cameroun, l'a privée ne serait-ce que de l'idée de retourner un jour sur la terre qui l'a vue naître. Un long chemin qui aujourd'hui fait sa force et sa fierté : "C'est un honneur pour moi de représenter cette équipe si spéciale et de porter le drapeau pour les millions d'autres réfugiés partout dans le monde". Cindy Ngamba a découvert le noble art dans une salle de Bolton, près de Manchester, où ses entraîneurs Dave Langone et Nick Raymond l'ont formée à la dure. "Ils m'ont mise à l'épreuve durant de longs mois pour travailler ma condition physique et me préparer au mieux pour ce sport, s'est-elle remémorée. Je n'ai pas touché un gant ni tapé dans un sac durant quasiment un an !". Pas de quoi la dégoûter. Bien au contraire, elle a garni l'armoire à trophées de trois titres de championne d'Angleterre... dans trois catégories de

poids différentes. Puis a décroché sa première qualification olympique, pour les couleurs de la délégation des réfugiés, puisque, attendant de mettre les gants pour un premier tour corsé contre Tamara Thiebault, Cindy Ngamba se bagarre encore pour obtenir un visa et la citoyenneté britannique.

## REPRÉSENTER LES RÉFUGIÉS DU MONDE ENTIER

A Paris, elle fera la fierté des siens, et d'une partie de sa famille qui vite dans la capitale et qu'elle pourra retrouver pour l'occasion. Ce qui lui convient bien, sportivement parlant. Car si son arrestation par la police en 2017 alors qu'elle se rendait à un rendez-vous dans un bureau de l'immigration est un lointain souvenir, il reste douloureux, empreint de la terreur qui l'avait saisie pendant ses 48 heures de détention. "Je veux aussi essayer d'être une inspiration pour les jeunes et les réfugiés qui ont aussi des rêves, martèle-t-elle. Il faut parler de la cause plus que jamais, et je veux être un porte-étendard de la cause". Cindy Ngamba ne se bat plus tant pour elle que pour ceux qui, comme elle, seront encore arrêtés demain.

NATATION

# Wiffen, le champion olympique apparu dans... Game Of Thrones

Sacré champion olympique sur le 800m nage libre mardi soir, l'Irlandais Daniel Wiffen se met en avant dans les bassins depuis deux ans. Mais avant cela, le nageur de 23 ans s'est distingué en apparaissant brièvement... dans la série à succès Game of Thrones. Ce que la presse irlandaise n'a pas manqué de rappeler après le succès de sa star du jour. Des écrans aux bassins. Daniel

Wiffen n'a que 23 ans mais une carrière déjà riche en émotions. Double champion du monde à Doha en 2024 (800m nage libre et 1500m nage libre), triple champion d'Europe à Otopeni en petit bassin en 2023 (400m, 800m, 1500m), l'Irlandais est un as de la longue distance et l'a encore prouvé mardi soir en étant sacré champion olympique sur le 800m nage libre des Jeux Olympiques de Paris

2024. Mais avant de dompter ses adversaires dans l'eau, celui qui a grandi à Magheralin s'est distingué... sur le petit écran.

Et pour cause : Wiffen a eu droit à son apparition dans la série à succès Game of Thrones aux côtés de son frère jumeau, Nathan. Un rôle de figurant, certes, mais dans un épisode mythique de la série, celui des "Noces pourpres". "Mes parents ne

me laissaient pas le regarder, mais ma sœur a eu un très bon rôle dans Game of Thrones, elle était l'une des filles Frey. Alors elle est venue et a fait sa part, puis nous sommes venus pour les Noces pourpres, en arrière-plan, ce qui était plutôt cool", expliquait-il en 2022, dans des propos relayés par le "Irish Star". Désormais, Wiffen joue bien les tout premiers rôles dans les bassins.

ATHLÉTISME

# La Jamaïcaine Shericka Jackson renonce au 100 m

La Jamaïcaine Shericka Jackson ne participera pas au 100 m des Jeux Olympiques, dont les séries commencent vendredi. Ludlow Watts, le manager de l'équipe jamaïcaine d'athlétisme, a annoncé, mercredi, que Shericka Jackson avait déclaré forfait pour le 100 m, dont les séries débiteront vendredi au stade de

France. La double championne du monde du 200 m, touchée au mollet lors de sa dernière sortie avant les Jeux, en Hongrie le 9 juillet, sera en revanche bien présente sur sa distance de prédilection. « Je pense que c'était une bonne décision. On a pris cette décision avec le coach, dans notre intérêt à tous les deux », a-t-elle expliqué mercredi

pendant un événement de son équipe-mentier. « C'est une combinaison de choses. J'ai été blessée en Hongrie et c'est le bon choix de ne courir qu'une discipline. » Lors du Gyulai Memorial, le 9 juillet, la sprinteuse avait stoppé son effort sur 200 m, et son kiné avait déclaré qu'il s'agissait d'une simple crampe.

TENNIS DE TABLE

# Énorme surprise, le Chinois Wang Chuqin éliminé dès les 16<sup>es</sup> de finale

Énorme surprise au tournoi olympique de tennis de table: le Chinois Wang Chuqin, actuel N.1 mondial, a été éliminé dès les 16e de finale du simple hommes, battu par le Suédois Truls Moregard (4-2), mercredi à l'Arena Paris Sud.

Moregard, âgé de 22 ans et 26e mondial, s'est imposé 12-10, 11-7, 5-11, 7-11, 11-9, 11-6. Sacré champion olympique en double mixte la veille avec Sun Yingsha, Wang avait eu le désagrément juste après leur victoire de perdre sa raquette, cassée dans une bousculade de photographes. Aussi a-t-il dû jouer avec une raquette de rechange son 16e de finale. "Cela n'a pas vraiment eu d'influence sur le match.

C'est juste que mon adversaire a vraiment très bien joué", a-t-il néanmoins reconnu à l'issue de sa défaite, en s'adressant à l'AFP (via un interprète). Une opinion partagée par Moregard. "On a au moins dix raquettes et 500 revêtements ici, donc peu importe si vous perdez celle avec laquelle vous jouez habituellement. Je ne sais même pas laquelle est ma première ou ma troisième, donc ça n'a pas d'importance." "J'ai joué des tournois où personne ne me regardait, donc ces opportunités sont fantastiques et j'en apprécie vraiment chaque minute. C'est fou de gagner ici aux JO.

Je ne sais pas pourquoi j'avais vraiment le sentiment que je pouvais le battre aujourd'hui. Je n'avais pas l'impression qu'il passait sa meilleure journée", a ajouté le Suédois, encore tout éberlué par son exploit. Cette performance ouvre un horizon quelque peu inespérée à la concurrence, car sans le grand favori du tournoi -avec Fan Zhendong dans l'autre partie de tableau-, de nombreux prétendants peuvent plus sérieusement considérer une présence en finale, et donc une médaille. Parmi eux, figurent le Français Alexis Lebrun, 20 ans, 16e mondial. Le frère aîné de Félix aura toutefois très fort à faire dès les 8e de finale dans l'après-midi, puisqu'il sera opposé au Brésilien Hugo Calderano, 6e mondial et tête de série N.4.

# La doyenne du tournoi olympique féminin Ni Xia Lian sortie en seizièmes de finale

La Luxembourgeoise d'origine chinoise, Ni Xia Lian, joueuse la plus âgée du tournoi olympique à 61 ans, a été éliminée en seizièmes de finale par la Chinoise Sun Yingsha en quatre sets mercredi.

Ni Xia Lian a été éliminée en seizièmes de finale du tournoi féminin. La Luxembourgeoise d'origine chinoise était la doyenne du tableau, du haut de ses 61 ans. Elle a été battue par la numéro 1 mondiale, la Chinoise Sun Yingsha en quatre sets (11-5, 11-1, 13-11, 11-4), ce mercredi à l'Arena Paris Sud. Ni Xia Lian, porte-drapeau du Luxembourg sur la Seine vendredi, disputait ses sixièmes Jeux Olympiques après Sydney (2000), Pékin (2008), Londres (2012), Rio (2016) et Tokyo (2021).

Samedi, elle était devenue la joueuse la plus âgée à remporter un match olympique en tennis de table, grâce à sa victoire inaugurale contre la Turque Sibel Altinkaya (4-2).

MANCHESTER UNITED

# Le retour de la légende Ruud van Nistelrooy met tout le monde d'accord

*Renouer avec son ex n'est pas toujours idéal mais cela semble bien se passer pour Ruud van Nistelrooy. Légende de Manchester United, l'attaquant néerlandais est revenu chez les Red Devils dans le rôle d'adjoint d'Erik ten Hag et cela se passe parfaitement pour lui.*

**C'**est l'une des surprises du mercato du côté de Manchester United. Alors que les Red Devils ont déjà attiré Leny Yoro (Lille) et Joshua Zirkzee (Bologne), Ruud van Nistelrooy a aussi renforcé l'équipe manucienne. Alors oui, ce n'est pas en tant que joueur puisque l'ancien attaquant de 48 ans a raccroché les crampons il y a désormais douze ans. En revanche, il apporte un soutien de taille dans le staff d'Erik ten Hag.

Longuement adjoint de la sélection des Pays-Bas entre 2014 et 2016 et 2020 et 2021, l'ancien buteur a aussi tout connu avec le PSV Eindhoven. Coach des U18, U19 et U21, il a eu sa chance lors de la saison 2022/2023. Vainqueur de la Coupe et de la Supercoupe des Pays-Bas tout en arrachant une belle deuxième place, il a su révéler quelques joueurs à l'image de Xavi Simons tout en proposant un jeu séduisant. Des qualités qui ont convaincu les Mancuniens de lui faire confiance pour épauler Erik ten Hag.

## LE VESTIAIRE L'APPRÉCIE

«Je suis ravi que René Hake et Ruud van Nistelrooy aient accepté de rejoindre notre projet, ajoutant une richesse d'expérience, de connaissances et une nouvelle énergie au personnel. C'est le bon



moment pour rafraîchir l'équipe d'entraîneurs alors que nous cherchons à bâtir sur les réalisations des deux dernières années et à passer au niveau supérieur» lançait d'ailleurs Erik ten Hag au moment de son arrivée. Un air frais qui semble bien passer.

Revenu depuis seulement deux semaines à Manchester United, Ruud van Nistelrooy est en train de mettre tout le monde d'accord comme l'évoque The Telegraph.

«Ruud l'a mentionné. Après avoir quitté United, il a vécu une période où il est allé en Espagne et il a parlé de l'époque où il était sous la direction de Manuel Pellegrini et de véritables entraîneurs défensifs purs et durs. Je pense qu'il a beaucoup appris et qu'il a vu une réelle valeur ajoutée dans tout cela. Il est probablement lui-même assez obsédé par la structure défensive et comme vous le dites, en tant qu'attaquant, je suis sûr que c'était toujours très intéressant en termes de position où il pouvait marquer ses buts. Je

pense que le retour de Ruud a été une bonne chose, surtout pour moi», a notamment évoqué Jonny Evans pour souligner l'évolution tactique de Ruud van Nistelrooy.

Tom Heaton, qui a connu RVN quand il était un jeune espoir de Manchester United, est devenu le gardien de référence pour entraîner les attaquants. Le troisième portier des Red Devils est aussi dithyrambique à son sujet : «il a été brillant. Son niveau de détail est superbe. On pourrait penser : « C'est une légende de United qui arrive, est-ce juste un visage connu ? » Mais son niveau de détail est fou, j'ai assisté à quelques réunions et il a été exceptionnel. Je suis sûr qu'il a quelque chose à apporter et je dirais qu'améliorer le secteur offensif, c'est probablement une grande partie de ce pour quoi il est ici.» Loué aussi pour ses qualités humaines et de communication, Ruud van Nistelrooy est en train de mettre tout le monde d'accord à Manchester United.

CHELSEA

## Les délicats premiers pas d'Enzo Maresca

**A**rrivé en grande pompe pour remplacer Mauricio Pochettino, l'entraîneur italien, Enzo Maresca, a du mal à imposer sa patte tactique dans cette préparation malgré un projet encourageant.

On efface tout et on recommence. Une nouvelle fois, le Chelsea version Todd Boehly a décidé de repartir d'une feuille blanche, en remerciant Mauricio Pochettino, dont la fin de saison avait pourtant été convaincante. Et en nommant un entraîneur novice à ce niveau, Enzo Maresca, qui venait de faire remonter Leicester en Premier League. Un nouvel homme sur le banc mais toujours les mêmes méthodes sur le marché des transferts, avec principalement de jeunes joueurs à fort potentiel.

Omari Kellyman (18 ans), Renato Veiga (21 ans), Marc Guiu (18 ans), Caleb Wiley (19 ans), que des jeunes éléments, avec Kiernan Dewsbury-Hall (25 ans) en guise de cadeau à Maresca, puisqu'il s'agissait de son milieu à Leicester, ou encore Tosin Adarabioyo (26 ans), arrivé libre de Fulham. Pas de grande star ou de joueur confirmé (en attendant l'évolution du dossier Osimhen) et la volonté de bâtir un jeu alléchant avec Enzo Maresca aux commandes. Ancien adjoint de Pep Guardiola à Manchester City, il ne partage pas que le look de l'entraîneur espagnol. Maresca veut repartir de derrière en passe courte et jouer un football offensif.

## DE NOUVEAUX PRINCIPES PAS ENCORE ASSIMILÉS

Mais pour l'instant, cela a du mal à prendre. Loin de nous l'idée de vouloir tirer des conclusions après deux matches amicaux, mais Chelsea a pour l'instant fait match nul contre Wrexham, club de troisième division, et a perdu 4-1 contre le Celtic Glasgow. Et les principes de jeu de Maresca n'ont visiblement pas été bien compris par ses ouailles, comme il l'a lui-même déclaré. « Nous confondons encore les choses avec et sans le ballon. C'est normal en ce moment où nous essayons de faire quelque chose de nouveau », a-t-il ainsi déclaré après la défaite face au Celtic.

Sixième entraîneur nommé depuis que Todd Boehly et Clearlake Capital ont pris le contrôle du club il y a deux ans, Maresca se trouve aussi confronté aux spécificités de cet effectif XXL, où internationaux confirmés et jeunes espoirs s'accumulent. Des choix ont été faits pour composer le groupe emmené en tournée de pré-saison, et beaucoup de joueurs sont aujourd'hui sur la liste des transferts. Maresca aura la lourde tâche de faire le tri pour constituer un groupe homogène. Au programme désormais, une série d'adversaires prestigieux pour la tournée américaine, avec Manchester City ou le Real Madrid. Puis une première journée redoutée, face à Manchester City, en Premier League dès le 18 août. Pas l'assurance de débiter cette nouvelle saison par une victoire.

POUR RIVALISER AVEC LE REAL MADRID ET LE FC BARCELONE

## L'Atlético de Madrid prépare un mois d'août de feu

Après une nouvelle saison décevante, l'Atlético de Madrid compte recruter du lourd pendant ce dernier mois de mercato estival.

Les supporters de l'Atlético de Madrid grincent des dents. Alors que la Liga reprend dans un peu plus de deux semaines, leur club n'a enregistré qu'une arrivée : Robin Le Normand. Un transfert de poids pour renforcer une défense qui était dans le dur ces derniers temps, et qui a en plus enregistré quelques départs dont ceux de Stefan Savic et de Mario Hermoso. Mais ce n'est pas assez pour les fans colchoneros, déjà énervés contre leur direction depuis un bon moment déjà, et qui ont vu comment la Roma devrait voler Artem Dobvyk au nez et à la barbe de leur club de cœur.

Ces prochains jours, les Madrilènes pourraient cependant conclure plusieurs dossiers assez intéressants. Une offre de 26 millions a été formulée à Feyenoord pour le défenseur international tchèque David Hancko, comme révélé en exclusivité dans nos colonnes. C'est l'autre piste la plus chaude pour renforcer la défense, devant d'autres noms comme Aymeric Laporte.

## DE JOLIS NOMS

Pour l'entrejeu, de nombreux noms sont sortis. Diego Simeone a très envie de compter sur un autre joueur de la Real Sociedad qui a gagné l'Euro avec l'Espagne : Mikel Merino. Tout indique que ça va se jouer entre les Rojiblancos et entre Arsenal dans ce dossier. La piste la plus chaude actuellement mène à Conor Gallagher, le milieu de terrain de Chelsea. Sous contrat avec les Blues jusqu'en 2025, l'Anglais devrait quitter Stamford Bridge cet été et les Londoniens préfèrent le vendre à un club hors-Premier League. Relevo

explique que c'est très bien avancé... A noter que James Rodriguez, auteur d'une Copa América magnifique, a aussi été annoncé dans le viseur des Colchoneros, pendant qu'en Allemagne, Süddeutsche Zeitung explique que l'Atlético est aussi sur Leon Goretzka.

C'est surtout en attaque que l'Atlético veut frapper fort, notamment après les départs de Memphis Depay et d'Alvaro Morata. Si la pépite Samu Omorodion pourrait avoir un rôle majeur, deux joueurs offensifs sont attendus. La priorité n'est autre que Julian Alvarez, l'attaquant de

Manchester City, un dossier compliqué, mais pas impossible selon la presse ibérique. Après l'échec Dobvyk, les Madrilènes se sont tournés vers Alexander Sorloth (Villarreal), deuxième meilleur buteur de la Liga l'an dernier derrière l'Ukrainien. Gonçalo Ramos, l'attaquant parisien, est aussi sur les petits papiers de l'équipe entraînée par Diego Simeone, tout comme le serial buteur du Sporting Viktor Gyökeres. De potentielles belles recrues qui permettraient à l'Atlético de se hisser - ou d'essayer du moins - à la hauteur des cadors du championnat...

"ILS ONT TOUCHÉ À MA FAMILLE" :

## Menacé, Angel Di Maria renonce à finir sa carrière à Rosario

**L**e champion du monde 2018 Angel Di Maria a annoncé ce mardi à la presse argentine qu'il ne reviendra finalement pas dans son club formateur de Rosario Central après que sa famille a été la cible de menaces évoquant son transfert. L'ancien joueur du Paris Saint-Germain est libre de tout contrat depuis la fin de son bail le liant au Benfica Lisbonne, et rêvait de terminer sa carrière dans sa ville.

L'ex-international argentin Angel Di Maria a annoncé mardi qu'il renonçait à finir sa carrière dans sa ville natale de Rosario (centre), écoeuré par les menaces répétées dont sa

famille et lui ont été la cible. "Il y a eu cette boîte jetée devant le magasin de ma soeur : une tête de cochon avec une balle dans le front et un mot disant que si je revenais à Central (le club de Rosario, NDLR), la prochaine tête serait celle de ma fille Pia", a déclaré Di Maria dans une interview au média Rosario 3 publiée mardi.

"L'affaire n'avait jusqu'ici pas été révélée parce que ma soeur et mon beau-frère ont eu peur", a-t-il ajouté. L'attaquant champion du monde avec la sélection argentine au Qatar en 2022, passé par le Real Madrid, Manchester United, la Juventus ou le Paris SG, avait expri-

mé à plusieurs reprises son désir de finir sa carrière dans le club de ses débuts. "Mon rêve a toujours été de revenir jouer pour Central et de prendre ma retraite sous ce maillot", a dit "El Flaco", en fin de contrat avec Benfica, soulignant que sa famille partageait ce désir. Mais pour "la tranquillité d'esprit et le bonheur" de sa famille, il a dit préférer, à regrets, ne pas "revenir à Rosario".

"Ils ont touché à ma famille et je ne le permettrai pas", a-t-il dit. Di Maria, 36 ans, a été la cible de plusieurs menaces depuis que les négociations avec Rosario Central ont été rendues publiques.

AVANT LA PRISE DE SES FONCTIONS EN OCTOBRE PROCHAIN

# Le président indonésien élu Subianto en visite à Moscou

Le président russe et le président indonésien élu, Prabowo Subianto, se sont réunis hier, au Kremlin, à l'occasion de la visite en Russie ; du président indonésien, élu, mars dernier, à la tête du pays. Les deux dirigeants ont salué des relations bilatérales, qualifiées « d'encourageantes ».



« Nous sommes très heureux de vous voir une fois de plus, je vous félicite personnellement pour votre élection au poste de président et je tiens à vous souhaiter tout le meilleur pour servir votre pays et votre peuple », a déclaré le dirigeant russe, hier, recevant au Kremlin le président élu Subianto, qui prendra ses fonctions en octobre 2024. Celui-ci a remporté les élections en mars dernier. Vladimir Poutine a rappelé que Moscou et Jakarta entretenaient des relations amicales de très longue date, l'année prochaine marquant le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des rela-

tions diplomatiques entre les deux pays. « Malgré la pandémie et les événements qui se produisent autour de la Russie et qui y sont liés, les relations commerciales et économiques entre les deux pays se développent avec succès et le volume des échanges commerciaux a doublé ces dernières années », a fait observer Poutine, exprimant l'espoir de voir cette tendance se poursuivre. La Russie est prête à accroître encore son offre de produits agricoles à l'Indonésie et à

mettre en œuvre des projets d'investissement dans les domaines de l'énergie, des transports et des infrastructures, a indiqué Poutine.

« Nous considérons la Russie comme un grand ami de notre pays » Poutine espère aussi que tout ce qui était prévu dans la coopération entre l'Indonésie et la Russie serait préservé et développé sous la présidence de Subianto. « Comme vous le savez, nous considérons la Russie comme un grand ami de notre

pays, je voudrais continuer à entretenir ce type de relations avec votre pays », a répondu ce dernier. « Je suis venu ici pour souligner que j'ai l'intention de notre pays et nos relations », a poursuivi le dirigeant indonésien. Subianto a également discuté avec des représentants de la société d'État Rosatom des possibilités de coopération dans l'industrie nucléaire, notamment sur les grands et petits réacteurs modulaires. Le Kremlin a évoqué l'ouverture d'un consulat à Djakarta. **R.I.**

EN RAISON DE SON ALIGNEMENT SUR LA POSITION DES PAYS OCCIDENTAUX

## Le Venezuela rompt ses relations diplomatiques avec le Pérou

Le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Yvan Gil, a annoncé que le gouvernement vénézuélien a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec le Pérou « sur la base de l'article 45 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 », a écrit M. Gil sur les réseaux sociaux. Le chef de la diplomatie de la république Bolivarienne de Venezuela a indiqué que la décision de Caracas fait suite « aux déclarations de son homologue péruvien, Javier Gonzalez-Olaechea », sur l'élection présidentielle au Venezuela, dont les résultats ont donné la victoire à Nicolas Maduro compagnon du défunt leader Sud Américain, Hugo Chavez, pour un troisième mandat à la tête de la présidence. Déclarant que « nous sommes contraints de prendre cette décision suite aux déclarations imprudentes du ministre péruvien des Affaires étrangères » le chef de la diplomatie du Venezuela a tenu à souligner que par cette décision le Pérou « ignore la volonté du peuple vénézuélien et notre constitution » a ajouté M. Gil. Il est à rappeler que le Pérou s'est aligné sur la position de pays occidentaux, à leur tête les Etats Unis, France, Royaume Uni qui ont réitéré leur refus de voir le Venezuela gouverné par les responsables politiques du courant de Chavez, comme ils l'avaient déjà manifesté, lors des victoires présidentielles de Chavez et les deux précédentes de Nicolas Maduro.

**R.I.**

SELON UNE PREMIÈRE ESTIMATION PUBLIÉE HIER

## L'inflation en Italie repart à la hausse en juillet

L'inflation en Italie est repartie à la hausse en juillet, passant à 1,3% sur un an après 0,8% en juin, selon une première estimation publiée hier, par l'Institut national de la statistique (Istat). Cette accélération des prix à la consommation est surtout due à une remontée des prix des produits énergétiques réglementés et à une moindre baisse des tarifs de l'énergie non réglementés, explique l'Istat. Les prix des produits énergétiques ont ainsi augmenté de 11,3% en juillet après 3,5% en juin et les tarifs non réglementés ont baissé de 6,1% après 10,3% le mois dernier, précise l'institut. A l'inverse, les prix des produits alimentaires transformés (de +2% à +1,8%) et des produits alimentaires non transformés (de +0,3% à -0,3%) ont ralenti leur hausse ou sont partis à la baisse. Le « panier de la ménagère » (produits alimentaires, de nettoyage, de soin et d'hygiène) a également vu sa progression ralentir, passant de +1,2% à +0,8%. Sur un mois, les prix à la consommation se sont accrus de 0,5% en juillet. La hausse de l'indice d'inflation calculée selon les normes harmonisées de l'Union européenne (IPCA) s'est établie à 1,7% en juillet sur un an, après 0,9% en juin. L'augmentation des prix à la consommation dans la péninsule reste inférieure à la moyenne de la zone euro (2,6% en juillet) et à l'objectif de 2% à moyen terme de la Banque centrale européenne (BCE). La Banque d'Italie avait revu à la baisse à la mi-juillet sa prévision pour l'inflation cette année, tablant désormais sur 1,1%, contre 1,3% auparavant, après une hausse des prix de 5,9% en 2023. **R.I.**

**R.I.**

LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

## Appel à protéger les générations futures

Le Réseau des Nations unies sur les migrations a appelé, à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la traite des êtres humains, les Etats à redoubler d'efforts au niveau mondial pour protéger les enfants de l'exploitation et leur garantir la protection et la sécurité dont ils ont besoin. « Beaucoup trop d'enfants sont la proie des trafiquants d'êtres humains le long des itinéraires migratoires. Nous devons redoubler d'efforts au niveau mondial pour protéger les enfants de l'exploitation et leur garantir les soins, la protection et la sécurité dont ils ont besoin, tout en veillant au respect de leurs droits fondamentaux », a

souligné la Directrice exécutive de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, Ghada Waly, au nom du Réseau des Nations unies sur les migrations. Le Réseau réaffirme sa disponibilité à fournir un soutien technique et des orientations à tous les Etats pour prévenir, combattre et mettre fin à toutes les formes de ce phénomène effroyable. « Les crises mondiales actuelles sont à l'origine d'un nombre sans précédent d'enfants en situation de déplacement, qu'il s'agisse de migrants, de demandeurs d'asile, de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays », a indiqué de son côté l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans un com-

munié. Ces enfants, en particulier lorsqu'ils sont non accompagnés, sont plus exposés aux violations de leurs droits fondamentaux, à la violence et à l'exploitation, ce qui a des effets dévastateurs sur leur santé. Au cours des 15 dernières années, la proportion d'enfants victimes de la traite d'êtres humains a triplé, et le nombre de garçons parmi eux a été multiplié par cinq. Les enfants victimes de la traite courent un risque beaucoup plus élevé de subir des violences que les adultes. Ces victimes sont exploitées sous la forme de travail forcé, de criminalité, de mendicité, d'adoption à des fins d'exploitation, de mariage forcé ou d'abus sexuels.

Dans le cadre de l'Objectif 10 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, les Etats se sont engagés à renforcer les capacités et la coopération internationale pour prévenir, combattre et éliminer la traite de personnes dans le cadre des migrations internationales. Les Etats se sont également engagés à redoubler d'efforts pour identifier et protéger les migrants qui sont devenus des victimes de la traite, en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants. Pour l'OIM, « protéger les enfants de la traite est une obligation et exige un effort conjoint de la part des gouvernements, des organisations internationales, des parties prenantes et des communautés du monde entier ».

**R.I.**

ALBANIE

## Lutte en cours contre des incendies à la station balnéaire de Shengjin

Les pompiers luttent contre des incendies dans la ville côtière de Shengjin, station balnéaire du nord de l'Albanie, a indiqué le ministère albanais de la Défense. « La situation reste très problématique malgré l'engagement total au niveau national », a-t-il déclaré dans un communiqué, relayé, hier, par des médias. Selon des images diffusées sur les réseaux sociaux, au moins une plage touristique était touchée par les flammes. La police a ordonné l'évacuation de résidents, mais sans en préciser le nombre. Environ 150 pompiers, avec 40 véhicules et un hélicoptère, ont été mobilisés sur place. Les autorités albanaises ont sollicité de l'aide de l'étranger.

**R.I.**

LANCEMENT DE LA 3<sup>E</sup> ÉTAPE LANCÉE DES EXERCICES DES FORCES NUCLÉAIRES NON STRATÉGIQUES

## Pour Moscou « une réponse » au propos « belliqueux » du président français

La troisième étape des exercices des forces nucléaires non stratégiques a commencé, hier, a annoncé le ministère russe de la Défense. Manœuvre de l'armée de la Fédération de Russie qui ont été ordonnées par Vladimir Poutine, en réponse aux propos jugés « belliqueux » tenus, mai dernier, par le président français, Emmanuel Macron, annonçant « l'envoi de troupes occidentales en Ukraine ».



PH: DR

« Conformément à la décision du Président de la Fédération de Russie, la troisième étape de l'exercice des forces nucléaires non stratégiques a commencé », a annoncé, hier, l'armée russe, indiquant que l'exercice de cette phase en cours, depuis hier, « vise à maintenir l'état de préparation du personnel et de l'équipement des unités russes pour l'utilisation au combat des armes nucléaires non stratégiques afin de mener à bien des missions de combat ». Plus explicite sur la nature des exercices de cette étape, Les unités aériennes des Forces aérospatiales s'entraîneront à équiper les appareils et à voler dans des zones de patrouille désignées, a encore précisé l'armée russe, indiquant par ailleurs que des missiles tactiques Iskander-M seront utilisés. Les systèmes de lancement de ces armes auront pour mission

d'« avancer secrètement » vers les zones de tirs. La première étape de l'exercice des forces nucléaires non stratégiques a eu lieu en mai, et la deuxième en juin.

De portée et de puissance, réduites, les armes nucléaires tactiques se distinguent des armes nucléaires stratégiques. Une réponse aux propos de Macron et Cameron, ces exercices sont intervenus « en réponse aux déclarations provocatrices et aux menaces de responsables occidentaux contre la Fédération de Russie », avait précisé, mai dernier l'armée russe. Le Kremlin avait également indiqué le même mois, que ces exercices « étaient liés aux déclarations d'Emmanuel Macron sur un envoi éventuel de troupes occidentales en Ukraine » et à celles du ministre britannique des Affaires étran-

gères David Cameron qui avait soutenu, le 2 mai dernier, « les frappes que les forces ukrainiennes pourraient mener sur le sol russe avec des armes britanniques ». Le 24 juin, Emmanuel Macron est revenu à demi-mots sur ses déclarations, estimant que la France n'irait pas « s'engager sur le sol ukrainien demain ».

Les alliés occidentaux de Kiev ont toutefois autorisé l'Ukraine « à utiliser les missiles longue portée » qu'ils lui fournissent pour des tirs de contre-batterie sur le territoire russe. Washington juge même possible pour l'Ukraine de tirer sur la Crimée, pourtant rattachée, des années avant le début de la guerre en Ukraine, à la Fédération de Russie par référendum en 2014.

R. I.

ETATS-UNIS

## Baisse notable de la création d'emploi dans le secteur privé

Les entreprises du secteur privé aux Etats-Unis ont créé 122.000 emplois en juillet, selon les données de l'enquête mensuelle ADP/Stanford Lab publiée hier, en baisse par rapport à juin. « Il est évident que le marché du travail ralentit », a commenté une économiste. Les analystes attendaient 160.000 créations, selon le consensus de Briefing.com. En revanche, le nombre de créations d'emplois en juin a été révisé à la hausse, à 155.000 contre 150.000 initialement annoncés. « Le marché du travail suit les efforts de la Réserve fédérale pour ralentir l'inflation », a encore souligné l'économiste. La banque centrale américaine (Fed) maintient depuis un an ses taux à leur plus haut niveau depuis le début des années 2000, dans l'espoir de faire ralentir l'activité économique, et donc l'inflation, et cela pèse sur l'emploi. La hausse des salaires a ainsi elle aussi ralenti en juillet, tombant, pour ceux qui n'ont pas changé d'emploi, à son plus bas niveau depuis trois ans (4,8% sur un an). Juillet a connu « une décélération de

la masse salariale dans les secteurs de la production de biens et de services », relève une autre économiste, qui estime cependant que « la croissance de l'emploi ralentira mais restera positive, ce qui soutiendra l'activité économique cette année ». Les chiffres de l'emploi privés sont considérés comme un indicateur de la situation de

l'emploi dans le pays, deux jours avant la publication des chiffres officiels, demain, vendredi.

Le taux de chômage de juillet est attendu stable par rapport à juin, à 4,1%, avec des créations d'emplois ralenties cependant. Le marché de l'emploi est au cœur désormais des préoccupations de la (Fed), l'in-

flation ayant repris sa trajectoire à la baisse après un rebond au cours de l'hiver. La (Fed) veut éviter de provoquer une forte hausse du chômage en maintenant ses taux à un niveau élevé pendant trop longtemps, ce qui aurait pour effet de plomber l'activité économique.

R. I.

LE PRÉSIDENT MEXICAIN LOPEZ OBRADOR AUX OCCIDENTAUX

## « Abandonner la position interventionniste et respecter l'autodétermination du peuple »

Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a appelé la communauté internationale à abandonner sa « position interventionniste » concernant les élections présidentielles au Venezuela, sur fond de la défaite du candidat de l'opposition, pro-occidental. Lors de sa conférence de presse quotidienne, López Obrador a déclaré qu'« il s'agit d'attendre les résultats et de respecter également l'autodétermination du peuple », a déclaré le président aux journalistes au Palais national à Mexico. « Les gouvernements des autres pays n'ont-ils pas des choses à faire ? Pourquoi doi-

vent-ils s'immiscer dans les affaires des autres pays ? Pourquoi cette ingérence ? », a-t-il demandé. López Obrador a également remis en question le rôle de l'Organisation des États américains, exhortant l'organisation à cesser de se livrer à des « manœuvres politiques ». Au nom de la démocratie, « des atrocités sont commises », a averti le président, faisant référence aux gouvernements désireux de prendre parti au Venezuela. Lundi, le Conseil national électoral du Venezuela a déclaré le président Nicolas Maduro vainqueur des élections de dimanche.

R. I.

LUFTHANSA

## Baisse de 47% du bénéfice

Le premier groupe aérien européen Lufthansa a publié hier, un bénéfice net divisé par deux au deuxième trimestre sur un an, plombé par la baisse des prix des billets et par l'impact des grèves. Le bénéfice de la compagnie aérienne allemande net s'élève à 469 millions d'euros, en baisse de 47% sur un an, dans le contexte d'une « normalisation des prix » des billets, après leur flambée post-Covid. Ces prix restent néanmoins « largement au-dessus » de leur niveau d'avant la pandémie, a annoncé mercredi le groupe dans un communiqué. Ces résultats contrastent avec le bénéfice exceptionnel dégagé par Lufthansa au cours de la même période en 2023, durant laquelle le groupe avait retrouvé des couleurs après la crise sanitaire. Au deuxième trimestre 2024, la demande a pourtant augmenté, permettant au groupe de réaliser un chiffre d'affaire en hausse de 7%, à 10,0 milliards d'euros. Aussi, 36 millions de passagers ont voyagé d'avril à juin dans les compagnies du groupe, qui compte Lufthansa Airlines, Austrian, Swiss, Eurowing et Brussels Airlines. C'est légèrement plus que les 33,3 millions de passagers transportés pendant la même période en 2023. Toutefois, les prix ont continué à baisser tout comme au premier trimestre, en raison de l'« augmentation de la capacité (des avions) en sièges disponibles », a déclaré Carsten Spohr, le PDG de Lufthansa. Le taux de remplissage des vols a atteint 91% du niveau d'avant la pandémie en 2019, soit une hausse de 11% par rapport au deuxième trimestre 2023.

PIB GLOBAL

## Les pays des BRICS assurent 35% contre les 30% du G7

C'est une chose « inimaginable il y a encore 30 ou 40 ans », a déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères Alexandre Pankine lors d'une table ronde animée, à la chambre haute du parlement russe. En outre, les échanges commerciaux au sein des pays du Sud dépassent ceux du Nord avec le Nord, a-t-il ajouté. Le cap est mis sur la coopération avec toutes les régions du Sud, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, selon le responsable russe.

R. I.

PÉTROLE

## Le baril de Brent à plus de 80,5 dollars hier

Les cours du pétrole grimpaient hier, poussés par une baisse des réserves américaines, et une recrudescence des tensions géopolitiques. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, dont c'est le dernier jour de cotation, grimpait de 2,51% à 80,60 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, se hissait de 2,97% à 76,95 dollars. Mardi, l'API, la fédération américaine des professionnels du secteur, a fait état d'une baisse des réserves commerciales de brut d'environ 4,5 millions de barils la semaine dernière, et de 1,92 millions de barils pour l'essence sur la même période. Le rapport hebdomadaire sur l'état des stocks de pétrole de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), dont les données sont réputées plus fiables, pour la semaine achevée le 26 juillet étaient attendu plus tard, dans la soirée d'hier.

R. I.

**Recette du jour**



**Maakouda**

**Ingrédients ( pour 6 personnes):**

- 1 sachet de purée de pommes de terre en flocons
- 1 petit oignon finement haché
- 2 gousses d'ail écrasées
- Persil et coriandre frais hachés
- Sel
- Poivre
- Safran ou curcuma
- Muscade
- Cumin
- Piment frais ou en poudre si vous aimez
- 1 œuf
- Farine

Comment faire Maakouda  
Préparer votre purée comme indiqué sur l'emballage en prenant soin de réduire légèrement la quantité d'eau pour obtenir une purée épaisse. Ajouter l'œuf entier et mélangez. Ajoutez alors l'oignon haché, l'ail écrasée, les herbes hachés, les épices et mélangez intimement le tout. Goûtez afin de rectifier l'assaisonnement. Former des boules de la taille d'une petite mandarine.

Rouler la dans la farine et aplatir légèrement. Plonger les galettes dans une huile de friture bien chaude. cuire les croquettes et laisser dorer chaque face. Égoutter les bien puis poser les sur du papier absorbant.

**Note**

Hacher un piment vert frais, les amateurs devraient les apprécier.

Bon appétit

**Gâteau du Jour**

**GATEAU DIABLOTIN**

**INGRÉDIENTS**

- 250 gr de farine
- 300 gr de sucre
- 65 gr de cacao non sucré
- Sel
- 8 gr de bicarbonate alimentaire
- 5 gr de levure chimique
- 120 gr de beurre ramolli
- 1 yaourt nature (125 gr)
- 100 ml de lait
- Extrait de vanille
- 2 œufs
- 2 cuillères à soupe de café lyophilisé
- 160 gr d'eau chaude
- Pour la ganache chocolat
- 175 gr de chocolat noir
- 75 gr de chocolat au lait
- 300 gr de crème épaisse
- Pour le glaçage
- 120 gr de chocolat noir
- 60 gr de chocolat au lait
- 45 gr de beurre

Comment préparer  
Couvrir le fond du moule à manquer de papier sulfurisé et beurrer, fariner les bords. Dans le bol du pétrin, mélanger ensemble tous les ingrédients secs à savoir : la farine, le sucre, le cacao, la levure chimique et le bicarbonate, le sel. Faire un puits, y ajouter le



beurre, le yaourt, le lait, les œufs battus et la vanille. Mélanger avec l'outil feuille jusqu'à obtenir une consistance lisse. Faire bouillir l'eau et mélanger avec le café soluble et incorporer le à la préparation progressivement. Arrêter lorsque le mélange est homogène. Verser la pâte à gâteau dans le moule. Enfourner le gâteau pour environ 60 minutes. Le gâteau est cuit lorsque la pointe d'un couteau ressort propre. Retirer du four et laisser refroidir avant de le démouler. Couper le gâteau en deux moitiés égales. Réserver. Pour la ganache, faire fondre au bain-marie les deux chocolats. En parallèle faire chauffer la crème épaisse entière dans une casserole jusqu'à ébullition. Retirer du feu et verser la crème sur le chocolat fondu et mélanger bien puis mettre au frais pour refroidissement. La ganache va s'épaissir.



Répartir la moitié environ de la ganache sur le premier disque. puis couvrir avec le second disque. Appuyer légèrement puis couvrir avec le reste de ganache. Avec la spatule, donner un effet d'ondulation à la ganache et mettre au frais. Au bain marie, faire fondre le chocolat noir et au lait puis incorporer le beurre et mélanger. Laisser un peu refroidir avant de le couler et décorer le gâteau.

**Conseil du jour**

Dès qu'une première dent commence à percer, utilisez une petite brosse à dents à poils souples et un dentifrice fluoré pour la nettoyer. Massez aussi légèrement les gencives de votre enfant, en les brossant doucement. Brossez les dents de votre enfant au moins 2 fois par jour, c'est-à-dire matin et soir.

**Le saviez-vous ?**



On remplace...

La farine blanche

La farine complète



3 fois plus de fibres  
Une option saine pour vos pains !

**Bon à savoir !**

**Bouton de fièvre: 3 gestes à éviter**  
\_N'appliquez jamais de pommade à base de cortisone, qui aggrave l'herpès.  
\_Ne décapez pas les lésions avec de la Bétadine® ou des antiseptiques, ce qui peut abîmer la peau et réactiver le virus.  
\_Abstenez-vous des rapports bucco-génitaux qui risquent de contaminer votre partenaire.

**Astuce du jour:**

**FAIRE TENIR SES FRUITS PLUS LONGTEMPS**

couper un bouchon de liège en deux, et le glisser dans la corbeille. Le liège va absorber l'humidité excessive des fruits, les empêchant ainsi de noircir et de pourrir prématurément, avant que l'on ait eu le temps de s'en régaler.

**CITATION DU JOUR**

« Sourire mobilise 15 muscles, mais faire la gueule en sollicite 40. Reposez-vous : Souriez ! »

**Le Courrier**

Quotidien national d'information  
Edité par l'Eurl Millénum Presse

**Siège social :**  
Maison de la presse Kouba - Alger  
**R.C. :** N° 01 B 00 151 30  
**Compte bancaire :**  
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

**Directeur de la publication-gérant :**  
Ahmed TOUMIAT  
**Administration-publicité :**  
Tél. / Fax. : 023 70 94 27  
**Rédaction :**  
Tél. : 023 70 94 35  
023 70 94 22  
023 70 94 30  
023 70 94 31  
Fax. : 023 70 94 26  
**Composition :**  
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER  
A : l'Entreprise Nationale de communication,  
d'Édition et de Publicité »  
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.  
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42  
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77  
E-mail : agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran @anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

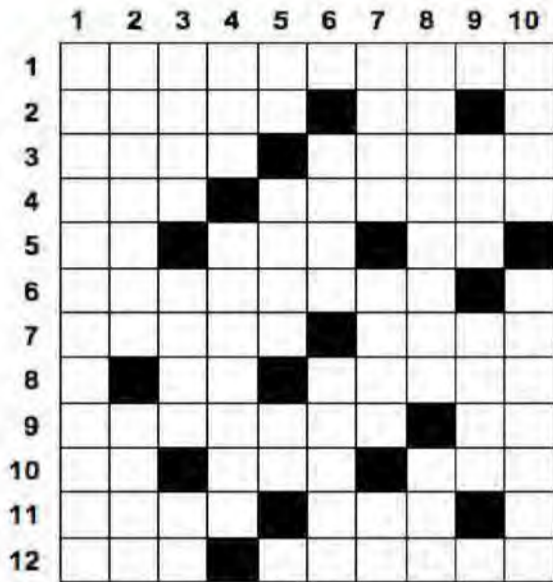
**Impression :**  
- Centre : SIA - Est : SIE  
- Ouest : SIO  
**Nos bureaux régionaux**  
**Tizi Ouzou :**  
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine  
Tél. / Fax. : 026 20 20 66  
**Oran :** 6, avenue Khedim Mustapha  
Tél. / Fax. : 041 39 45 73  
**Bouira :** Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble  
Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction\_courrier@yahoo.fr



## MOTS CROISÉS N°146



### HORIZONTALEMENT

1 - Chanteuse professionnelle - 2 - Folle - Inconnu - 3 - Morceau de glace - Tantale - Destin - 4 - Sur la rose des vents - Chrome - Grecque - 5 - Conjonctivite endémique dans certains pays chauds - 6 - Mer phonétique - Poisson d'eau douce - Métal - 7 - Versifier - Sable mouvant - 8 - Fin de participe - Elle est méchante et acariâtre - 9 - Profession - 10 - Premier dans la liste - Convient - 11 - Mouche africaine - Envoyé ad patres - 12 - Conduit - Sans meneur.

### VERTICALEMENT

1 - Dévotion outrée - Thulium - 2 - Urticaire - Enzyme - 3 - Conjonction - Mot puéril - Possessif - 4. Récipient - Indulgente - 5 - Religieux qui vivent dans la solitude - 6 - Pronom - Éructation - Soldat américain - En fin d'année - 7 - Chose latine - Rixes - 8 - Trou - Exaspéré - 9 - Durillons - Risque - Posséda - 10 Intacte - Pensée.

## MOTS FLECHÉS N°146

Gaspilleur	Hasardeux	Tour	Ecule	Prince troyen
Parapluies	Marque le mépris	Lustres	À payer	Blessé
Attache			Fleuve africain	
Calcium			Fin de participe	
	Porte-bagages			Double voyelle
Défaite écrasante			Arsenic	Talent
Édenté			Comprimé	Un peu acide
	Mouches			
	Mélodie			
Baldaqin			Astate	Points opposés
Identique			Callou	
		En gros		Conjonction
		Le prix de la sueur		Fils de Noé
Personne décédée				
Étui				
	Pimentée			Virtuose
	Secteur postal			
Traditions		Fin de participe		Artimon
Mesure				Sélénium

## MOTS MASQUÉS N°146

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

### Ballonnement du ventre, dû à des gaz (10 lettres)

A	T	E	R	T	E	I	P	E	C	N	E	L	U	R	I	V	A
E	L	A	N	T	E	T	I	A	R	T	E	G	A	R	O	V	E
V	S	E	G	O	N	E	G	A	T	P	M	O	C	T	E	E	S
F	I	I	A	E	I	A	N	O	L	E	R	F	I	N	T	S	I
I	F	L	R	T	N	S	T	T	O	U	R	R	A	E	I	I	R
T	I	E	A	P	O	E	U	S	O	N	C	N	T	E	A	R	P
C	T	S	L	I	E	I	R	R	N	E	T	E	E	E	F	P	M
I	C	R	I	Y	N	T	R	I	T	O	I	E	P	R	R	E	E
F	E	U	E	C	E	R	N	E	H	N	C	T	U	T	O	R	A
E	F	O	N	N	A	T	E	A	T	O	I	R	O	N	F	M	E
S	F	C	R	V	E	M	P	I	N	P	H	E	R	E	P	R	R
A	E	O	A	R	O	A	G	E	L	I	I	I	T	L	T	D	E
H	M	R	D	N	A	M	E	R	T	E	M	F	E	A	S	R	I
P	E	I	T	E	D	R	U	O	S	A	T	U	R	C	I	A	T
M	T	E	E	T	N	A	M	A	I	D	R	A	R	O	S	L	R
E	E	R	E	N	I	R	E	T	N	E	M	D	R	U	R	F	U
E	S	O	R	O	M	T	N	A	L	I	T	U	R	R	U	I	O
E	R	I	A	L	A	X	U	E	I	C	E	R	P	S	S	R	C

**N.B :** Une même lettre peut servir plusieurs fois

**AGGRAVANT - ARBITRE - ARRETER - ATTENTIF - ATTENTION - BRIO - CONSTAT - CONTE - DETECTION - DISCRETION - EMERVELLE - ENTIER - ETAL - EVENTUELLE - EVICTION - FAUTIVE - INDECISE - INEPT - INTELLIGENCE - NAJA - NIAISERIE - MONASTERE - NOTIFIER - OMBRAGEUX - ORMAIE - PORTIER - PRECEPT - PRECISE - PRETRE - PRIMORDIAL - REGIR - REGRET - RELATION - RENTIER - REPAIRE - REPORTER - RESTREINT - REVERBERE - REVISION - SENTIER - SERIAL - SURPRISE - TENDRE - TRAITE - UNION - VERBALE - XENON.**

### Solutions du précédent numéro

#### MOTS CROISÉS N°145

1. Évanescent - 2. Xérus - Ut - 3. Ânes - Sirop - 4. Ces - Marais - 5. Er - Aar - Ne - 6. Riesling - 7. Benêt - Uélé - 8. EP (épée) - Gésir - 9. Tresses - Ré - 10 - le - INN - Lai - 11. Onde - E.N.A - 12. Née - Rendue.

#### VERTICALEMENT :

1- Exacerbation - 2. Vénerie - Rêne - 3 - Ares - Énée - Dé - 4. Nus - Asepsie - 5. Es - Malt - Sn - 6. Sari - Gênee - 7. Cuir - Nues - NN - 8. Étranges - Lad - 9. Oie - Lira - 10. Tops - Sereine.

#### MOTS FLÉCHÉS N°145

##### HORIZONTALEMENT :

Ambitieuse - Ordonnées - Plient - Uns - Us - Déesse - Amer - Suées - Éros - N.S.E - On - Bête - Sa - Tau - Ici - Isis - TT(tétée) - Te - Strié - O.E - Créer - Sens.

##### VERTICALEMENT :

Émoluments - Briser - Aisé - Ride - Robuste - Tond - Se - RR - Pintes - Titi - En - Eunectes - Gueuses - Sensées - Ton - Gesses - Ânées.

#### MOTS MASQUÉS N°145

ACARIÂTRE



**HIPPODROME ÉMIR ABDELKADER - ZEMMOURI**  
**JEUDI 1ER AOÛT 2024 - PRIX : UN TEL AMOUR - TROT ATTELÉ**  
**DISTANCE : 2 400 M - DOTATION : 400 000 DA - DÉPART : 16H30**  
**TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ**

## Douze trotteurs aux fortunes diverses

L'épreuve de cette joute hippique regroupera 12 trotteurs aux fortunes diverses qui s'aligneront sous les ordres du starter dans le prix *Un tel Amour*, une course qui comprend 3 poteaux de départ avec un seul trotteur au 1er échelon, et le deuxième échelon positionné aux 2425 réunira 7 trotteurs de grandes capacités physiques et techniques et en dernier sur 2450 mètres 4 trotteurs de la même valeur, mais les courses de sulky restent l'apanage de ces arrivées très souvent surprenantes où la seule alternative est d'avoir recours aux combinaisons multiples. C'est-à-dire si nous sommes confrontés à des trotteurs qui vont nous donner du fil à retordre tellement qu'ils nous ont habitués à des prestations en dent de scie. Aussi cette inconstance qui les caractérise rajoute à la difficulté du pronostic où l'incertitude régnera jusqu'à l'ultime foulée, où tous les scénarios sont envisageables. Pour ma part j'accorderai les faveurs du pronostic à certains trotteurs positionnés au 2e poteau. Nous vous rappelons que cette course est réservée pour les trotteurs de 3 ans et plus n'ayant pas totalisé la somme de 410 000 DA en gain.

### LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. DARK NIGHT.** Totalisant autant d'échecs que d'essais, cette jument n'arrive plus à retrouver ses marques.
- 2. ATHOS DE BOISNEY.** Capable du meilleur comme du pire, ce trotteur qui semble marquer le pas dans des distances comme celle du jour.
- 3. ESUS DE VIETTE.** Très chuchoté par son entourage ce trotteur de 10 ans,

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	DRIVERS	DIST	ENTRAÎNEURS
R. DJEDDIQUI	1	DARK NIGHT	N. MEZIANI	2400	PROPRIÉTAIRE
B. AMRAOUI	2	ATHOS DE BOISNEY	MED GHENAM	2425	PROPRIÉTAIRE
B. BENFIA	3	ESUS DE VIETTE	ABM. BOUBAKRI	2425	ABM. BOUBAKRI
M. BECHAIRIA	4	FUEGO POTERIE	S. FOUZER	2425	PROPRIÉTAIRE
Y. MEZIANI	5	DELINE GALBE	M. HAMLIL	2425	PROPRIÉTAIRE
A. AZZOUZ	6	DRAGA D'ALOUATE	N. TARZOUT	2425	N. TARZOUT
T. CHABANE	7	VIPSOS DE GUEZ	A. BENHABRIA	2425	MS. CHAABANE
R. DJEDDIQUI	8	ECLAIRE DE RAGE (0)	A. SAHRAOUI	2425	PROPRIÉTAIRE
H. GUEROUI	9	AYANNA D'OGER (0)	N. TIAR	2450	N. TIAR
M. BECHAIRIA	10	DOLLY DESBOIS (0)	A. BENAYAD	2450	PROPRIÉTAIRE
L. BOUDJEMAA	11	CACTUS D'YVEL (0)	M. BENCHOUK	2450	B. SLIMI
D. HAMANI	12	JASMINE DU GLANON	SA. FOUZER	2450	R. ABDERRAZAG

peut venir créer une grande surprise à l'arrivée.

**4. FUEGO POTERIE.** Idéalement placé de par les conditions de la course du jour, ne devrait pas rencontrer de difficultés pour venir occuper une place.

**5. DELINE GALBE.** Elle n'arrive plus à retrouver sa forme. À revoir.

**6. DRAGA D'ALOUATE.** Cette trotteuse azezan possède à son actif de bons résultats qui peuvent lui permettre de figurer en bon rang à l'arrivée.

**7. VIPSOS DE GUEZ.** Cette fois, il est très bien piloté par l'excellent driver A. Benhabria. Méfiance.

**8. ECLAIRE DE RAGE.** Cet hongre de 10 ans, vu le lot présent, conserve des chances pour venir briguer une place

parmi les cinq.

**9. AYANNA D'OGER.** Excellente en dernier lieu cette trotteuse combative, jouera un rôle important dans cette épreuve.

**10. DOLLY DESBOIS.** Distancée lors de sa dernière sortie, mais elle peut se

racheter dans la condition du jour.

**11. CACTUS D'YVEL.** Il semble marquer le pas. En méforme totale.

**12. JASMINE DU GLANON.** Elle vient de terminer 5ème sur la même distance du jour, lors de sa dernière sortie. Logiquement, elle aura sa place.

### DANS LE CREUX DE L'OREILLE

#### MON PRONOSTIC

**4. FUEGO POTERIE - 10. DOLLY DESBOIS - 9. AYANNA D'OGER - 6. DRAGA D'ALOUATE - 12. JASMINE DU GLANON**

#### LES CHANCES

**8. ÉCLAIRE DE RAGE - 3. ESUS DE VIETTE**

## Boeing accuse des pertes avoisinant les 1,5 milliard USD



Le groupe aéronautique américain Boeing a fait état mercredi d'une perte nette de 1,44 milliard de dollars au deuxième trimestre. Dans un communiqué, l'avionneur a publié des résultats pour le deuxième trimestre bien inférieurs aux prévisions des analystes, avec une perte nette de 1,44 milliard de dollars due à des livraisons moindres dans sa branche aviation commerciale et à des pertes sur des contrats dans sa branche défense. Le consensus des analystes attendait une perte nette de 913 millions de dollars (perte nette de 149 millions un an plus tôt) et, rapporté par action et hors éléments exceptionnels, il avait tablé sur une perte de 1,90 dollar mais elle ressort à 2,90 dollars. Le chiffre d'affaires a atteint 16,86 milliards entre avril et juin, soit 15% de moins que sur la même période de l'année précédente.

## Au moins 5 morts dans le chavirement d'un bateau sur le Nil (Égypte)

Cinq personnes, dont deux fillettes de huit ans, ont trouvé la mort et neuf autres ont été blessées lorsqu'un bateau a chaviré sur le Nil, au Caire, mardi, ont rapporté des médias locaux. Selon le journal Al-Ahram, les équipes de secours sont à la recherche d'autres passagers disparus, ce qui laisse présager un bilan plus lourd. Pour l'heure, les nationalités des victimes et des blessés n'ont pas été précisées. Une enquête a été ouverte sur l'incident, les premières conclusions suggérant que le bateau était surchargé et qu'il naviguait sans permis valide, a rapporté Al-Ahram. Les causes du chavirement n'ont pas encore été déterminées.

## Trois morts et 238 blessés sur les routes en 24 heures

Trois (3) personnes sont décédées et 238 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique mercredi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bejaia avec le décès de deux (02) personnes heurtées par un véhicule léger sur la RN 26 dans la commune et la daïra d'Akbou, précise la même source. Les secours de la Protection civile ont, par ailleurs, procédé à 1081 interventions pour le sauvetage de personnes de 834 personnes d'une noyade certaine, dont 188 prises en charge sur les lieux et les autres

évacuées vers les hôpitaux. Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus, pour l'extinction de 2 incendies survenus à Alger et Bejaia, ce dernier ayant causé des brûlures à deux (02) personnes et s'est déclaré dans un hangar de stockage des déchets de bois, à l'arrière du port de la ville de Bejaia. S'agissant du dispositif de lutte contre les incendies de forêts, les agents de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 30 incendies à travers plusieurs wilayas du pays, dont 01 de maquis, 07 de broussailles, 11 de récoltes, 04 de bottes de foin, 03 d'arbres fruitiers et 04 incendies de palmiers.



## Plus de 2 kg de kif traité saisi à Tébessa



sachets de kif traité d'un poids total de 2,48 kg, prêts à être commercialisés. L'individu suspect a été conduit au siège de la brigade où la poursuite de l'enquête a permis l'interpellation d'un second suspect qui séjournait dans un hôtel du chef-lieu de wilaya, selon le communiqué de la sûreté de wilaya qui souligne que les deux individus ont été déférés devant le parquet territorialement compétent.

Les éléments de la brigade de recherche et d'intervention relevant des services de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tébessa ont saisi 2,48 kg de kif traité, selon un communiqué publié mardi par la cellule de communication de ce corps constitué. Le document précise que les policiers ont traité cette affaire sur la base d'informations faisant état de la présence d'un groupe criminel transportant et commercialisant illicitement une importante quantité de drogues. L'enquête diligentée dans ce cadre a abouti à l'arrestation d'un premier suspect se trouvant en possession d'un sac en plastique contenant 20

## Saisie de plus de 11.000 comprimés psychotropes à Ain Defla

Plus de 11.000 comprimés psychotropes et 388 g de kif traité ont été saisis par les services de la sûreté de wilaya d'Ain Defla, a indiqué mercredi un communiqué de ce corps sécuritaire.

Selon le communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya, la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) d'Ain Defla a arrêté quatre (4) personnes, dont une femme, en possession de 10.405 comprimés psychotropes et 900 autres hallucinogènes, en plus de 388 g de kif traité et d'armes blanches. L'opération a été réalisée grâce à des informations dénonçant une personne en possession d'une quantité de comprimés psychotropes destinés à la vente. L'enquête ouverte tout de suite après a permis l'arrestation du suspect, avec la saisie d'une quantité de comprimés psychotropes et d'armes blanches, a ajouté la même source.

La poursuite des investigations dans cette affaire a mené à l'arrestation du principal fournisseur de ces substances psychotropes, avec la saisie en sa possession des quantités saisies, avant l'arrestation des autres suspects, selon la même source. Les mis en cause dans cette affaire ont été déférés devant les autorités judiciaires compétentes sous les chefs d'inculpation de "possession de stupéfiants et de substances psychotropes à des fins de vente dans le cadre d'un groupe criminel organisé".

## États-Unis : baisse de la création d'emploi dans le secteur privé

Les entreprises du secteur privé aux États-Unis ont créé 122.000 emplois en juillet, selon les données de l'enquête mensuelle ADP/Stanford Lab publiée mercredi, en baisse par rapport à juin. "Il est évident que le marché du travail ralentit", a commenté une économiste. Les analystes attendaient 160.000 créations, selon le consensus de Briefing.com. En revanche, le nombre

de créations d'emplois en juin a été révisé à la hausse, à 155.000 contre 150.000 initialement annoncés. "Le marché du travail suit les efforts de la Réserve fédérale pour ralentir l'inflation", a encore souligné l'économiste. La banque centrale américaine (Fed) maintient depuis un an ses taux à leur plus haut niveau depuis le début des années 2000, dans l'espoir de faire ralentir l'activité économique, et donc

l'inflation, et cela pèse sur l'emploi. La hausse des salaires a ainsi elle aussi ralenti en juillet, tombant, pour ceux qui n'ont pas changé d'emploi, à son plus bas niveau depuis trois ans (4,8% sur un an). Juillet a connu "une décélération de la masse salariale dans les secteurs de la production de biens et de services", relève une autre économiste, qui estime cependant que "la croissance de l'emploi ralentira mais restera positive, ce qui soutiendra l'activité économique cette année". Les chiffres de l'emploi privés sont considérés comme un indicateur de la situation de

l'emploi dans le pays, deux jours avant la publication des chiffres officiels, vendredi. Le taux de chômage de juillet est attendu stable par rapport à juin, à 4,1%, avec des créations d'emplois ralenties cependant. Le marché de l'emploi est au cœur désormais des préoccupations de la (Fed), l'inflation ayant repris sa trajectoire à la baisse après un rebond au cours de l'hiver. La (Fed) veut éviter de provoquer une forte hausse du chômage en maintenant ses taux à un niveau élevé pendant trop longtemps, ce qui aurait pour effet de plomber l'activité économique.

## EXPRESS-HISTORIQUE

### Le roi singe (1)

<p>Voici l'histoire d'un vieux roi singe qui gouvernait son peuple avec sagesse.</p>	<p>Un jour, alors qu'il ne s'y attendait pas, un jeune singe doté d'une grande force physique le défia pour s'emparer du trône.</p>	<p>Vaincu, le vieux roi se retira et choisit de s'exiler loin de son royaume.</p>

## AUX POINGS

«Les populations sahraouies doivent pouvoir choisir leur destin. En reconnaissant la (prétendue) souveraineté du royaume marocain sur le territoire sahraoui, (le président français) Emmanuel Macron valide l'entreprise coloniale entamée dans le sang et la violence par Hassan II et poursuivie par le monarque actuel au mépris du droit international»

Le sénateur français, Jérémy Bacchi





COMMUNIQUÉ DE JEAN-PAUL LECOQ \*

## Reconnaître la marocanité du Sahara occidental est contraire au droit international

Alors que la France avait jusqu'à maintenant une relation équilibrée entre le Maroc et le Front Polisario, le président de la République, une fois de plus tout seul, décide de reconnaître la marocanité du Sahara occidental. Cet acte intervient dans une période propice au président de la République à agir presque dans l'ombre de toute critique, et cet acte politique majeur est totalement contraire au droit international.

Tout d'abord, Monsieur Macron avait demandé une « trêve politique » pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 qu'il ne respecte pas. Cette annonce a été relayée officiellement par le ministre démissionnaire des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné. Or cette reconnaissance entraîne déjà des conséquences négatives sur le plan diplomatique. Bien que diffusée par quelques médias, la presse est surtout tournée vers l'événement sportif international qui se déroule actuellement chez nous. Pour parfaire la situation, le Parlement, tout nouvellement constitué et de surcroît en pause pour l'été, ne permet pas aux parlementaires, représentants de la nation et organe de contrôle du gouvernement, de pouvoir l'interroger.

Alors que le processus international de décolonisation du XXe siècle devait libérer les États et les rendre entièrement indépendants, force est de constater que la situation est autre. L'Organisation des Nations unies, par son Conseil de sécurité, son Assemblée générale, son Secrétariat ou encore la Cour Internationale de Justice, œuvre à l'écriture et veille au respect des normes du droit international. Cette organisation internationale reflétant la volonté des pays du monde joue un rôle majeur dans la préservation de la paix.

Ancienne colonie espagnole, le Sahara occidental est aujourd'hui toujours colonisé, non pas par l'Espagne, mais par le

Maroc. En effet, les différents organes de l'Organisation des Nations Unies ont notamment pris des résolutions :

Statuant qu'aucun pays n'a de lien de souveraineté avec le Sahara occidental et qu'il est de ce fait non autonome, rendant ainsi nécessaire la tenue d'un référendum d'auto-détermination pour le peuple sahraoui (Cour Internationale de Justice, avis, 16 octobre 1975), et Invitant le Maroc à se retirer du Sahara occidental (résolution 380 du Conseil de sécurité du 6 novembre 1975, résolution 35/37 du 21 novembre 1979). Or nous sommes en 2024 et le Maroc occupe toujours le Sahara occidental, essayant de s'y implanter toujours plus afin de normaliser cette colonisation, c'est la politique du fait accompli, point commun des États colonisateurs.

Dans une lettre adressée au Président de la République, je lui ai dit que son atti-

tude pro-colonisatrice n'était pas digne de notre pays, qu'il entachait l'image de la France dans le monde et qu'il émiettait notre démocratie. J'ai également invité, par le biais d'un courrier, le Président de la Commission des Affaires étrangères à réagir, au nom du Parlement, pour que le droit international soit respecté.

J'ai à cœur le respect de la dignité humaine, du droit international et l'image de la France. Ainsi, je condamne cette position du président de la République, contraire à la Charte des Nations unies et plus particulièrement au principe d'auto-détermination des peuples.

(\* ) Député de Seine-Maritime/ Membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale Française

### BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP

#### Trois terroristes abattus et trois éléments de soutien arrêtés

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de ratissage dans la wilaya de Aïn Defla, un détachement de l'ANP a abattu trois terroristes en leur possession deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 5 chargeurs, une quantité de munitions et divers objets. Dans le même contexte, des détachements de l'ANP ont intercepté 3 éléments de soutien aux groupes terroristes lors d'opérations distinctes à travers le territoire national. Ces deux opérations ont été effectuées durant la période allant du 25 au 30 juillet derniers.

#### 5 QUINTAUX ET 13 KG DE KIF TRAITÉS EN PROVENANCE DU MAROC SAISIS

D'autre part et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 49 narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de 5 quintaux et 13 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 208.939 comprimés psychotropes ont été saisis.

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et In Guezzam, des détachements de l'ANP ont arrêté 103 individus et saisi 5 véhicules, 46 groupes électrogènes, 31 marteaux piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres, d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illécite. De même, 8 autres individus ont été interceptés et 1 pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, 3 fusils de chasse et 2688 litres de carburants ont été saisis, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national.

Par ailleurs, « les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine de 51 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 509 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national.

R. N.

### SOUS-RIRE

Ismail Haniyeh tué à Téhéran



### Félicitations



Pour l'obtention du Bac, Doua, nous sommes si fiers de toi, tu as honoré notre famille, on te souhaite beaucoup de réussite dans tes études supérieures.  
Ton papa qui t'aime fort  
Chalane Sid Ahmed

### LA CHRONIQUE DU JEDI

UN REPORTER  
DANS LA FOULE

#### La France des coups bas

Même après les indépendances, la France n'a jamais vraiment « lâché » ses anciennes colonies. Pour ses propres intérêts, évidemment. C'est De Gaulle qui a confectionné la « toile d'araignée » pour piéger les pays de l'empire colonial français et les maintenir dans le giron de Paris. Moins d'une année après son retour au pouvoir, en 1959, il créa la « Francafrrique », structure pseudo-diplomatique chargée de diriger à distance et dans la plus grande opacité, les pays africains francophones nouvellement indépendants. Il confia la direction de cette officine à Jacques Foccart, fils d'un colon de la Guadeloupe exportateur de bananes qui, pour les besoins de ses missions, créa le « service d'action civique » (SAC), une redoutable organisation secrète véritable bras armé pour la mise au pas des dirigeants africains placés par De Gaulle à la tête de leur pays. Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire, Senghor au Sénégal, Bongo au Gabon, Bokassa en Centrafrique, etc. pour les plus dociles. Un seul osa tenir tête à De Gaulle. C'est le président de la Guinée Sékou Touré qui échappera à des tentatives de coups d'États. En 1965, il rompt toute relation diplomatique avec la France. Foccart tiendra le reste de l'ancien empire colonial français d'une main de fer. On le surnommera « monsieur francafrrique ». En plus du SAC, la France lance une armée de mercenaires dirigée par Bob Denard, un légionnaire français qui s'illustra dans des coups d'États notamment aux Comores qu'il dirigea un temps, d'ailleurs. L'Algérie qui avait été la seule colonie de peuplement, totalement annexée au territoire français, ne faisait pas partie, après son indépendance, de ces pays du « franc CFA ». Elle n'en demeurait pas moins sous « haute surveillance ». L'ingérence française y était plus sournoise. Du général De Gaulle jusqu'à Macron, aucun président français n'a fait de cadeaux à l'Algérie. Du « plan Challe » qui a décimé une partie de la population algérienne aux essais nucléaires dont les conséquences subsistent encore, jusqu'à la « régularisation de masse » par Mitterrand, pour mieux enfermer les algériens en 1981, l'un des plus grands racistes qui guillotina sans état d'âme les algériens. Tous les présidents français qui se sont succédés avaient la même recette : « caresser dans le sens du poil » les algériens pour mieux les poignarder dès qu'ils avaient le dos tourné. Depuis 2006, sous Jacques Chirac, les ambassadeurs français en Algérie sont plus des « barbouzes » que des diplomates. De Barjolet nommé en 2006 et qui se découvre dès son départ comme patron des renseignements français. Ou encore de son successeur le fameux Xavier Driencourt qui passa deux périodes dans notre pays et dont le CV mentionne qu'il a commencé sa carrière dans le « chiffre » et la décoration de la légion d'honneur qui le fut pour « services civils et militaires ». C'est Sarkozy et Hollande qui l'ont désigné. Toujours François Hollande qui nous envoie, comme ambassadeur, Bernard Émié en 2014 et qui prend juste après le commandement de la DGSE. Quel est le naïf qui pourrait croire à un simple hasard, ces profils de « barbouzes » portés par des ambassadeurs envoyés par la France en Algérie ? Le récent déchainement de l'un d'entre eux, Xavier Driencourt, sur les réseaux sociaux contre notre pays, renseigne sur le niveau de haine que vouent ces « envoyés spéciaux » à notre pays. C'est juste une autre façon de pratiquer « la francafrrique » en remplaçant Bob Denard par Driencourt, Bajolet ou Émié. C'est juste le passage à la guerre de quatrième génération. Ceci dit, la position que vient de prendre Macron en soutien au Maroc qui est lui-même soutenu par Israël n'étonne que ceux qui croyaient, après 132 ans d'une colonisation barbare et inhumaine, que la France pouvait subitement être prise d'une sincère amitié pour nous. Tout en n'oubliant pas qu'Israël, aussi, a combattu l'ALN dans nos maquis.

Zouhir Mebariki  
zoume600@gmail.com